

RAPPORT DES SOCIÉTÉS
EN PORTEFEUILLE
DE LA SFPI

2010

sfpi  fpim

SOCIÉTÉ FÉDÉRALE DE PARTICIPATIONS ET D'INVESTISSEMENT ■ FEDERALE PARTICIPATIE- EN INVESTERINGSMAATSCHAPPIJ

Sommaire

I. PORTEFEUILLE HOLDING PUBLIC	p. 7
ArcelorMittal RodangeSchifflange	p. 7
Asco	p. 9
Brussel Airport Holding	p. 11
Certi-Fed	p. 12
China Belgium Direct Equity Investment Fund	p. 13
Credibe	p. 15
Fedimmo	p. 17
Flagey Maison de la Radio	p. 20
Fonds de l'Infrastructure ferroviaire	p. 21
Fonds Starter	p. 22
Idoc	p. 23
La Poste	p. 24
Loterie nationale	p. 26
Palais des Beaux Arts (BOZAR)	p. 28
Palais des Congrès	p. 31
SBI	p. 32
SN Airholding	p. 33
Sonaca	p. 34
Sopima	p. 35
Techspace Aero	p. 36
Zephyr-Fin	p. 39
II. PORTEFEUILLE SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT	p. 43
Cissoid	p. 43
Electrawinds	p. 44
Fidentia Green Buildings	p. 46
IRE Elit	p. 48
Navitell	p. 49
Vesalius Biocapital I	p. 50
Xylowatt	p. 52
Zilver Avenue Participatiemaatschappij	p. 54
III. PORTEFEUILLE MISSIONS DÉLÉGUÉES	p. 57
ASTRID	p. 57
BNP Paribas	p. 58
Dexia	p. 63
Ethias Finance	p. 66
Fedesco	p. 68
Fonds de l'Économie sociale et durable	p. 69
Fonds de Réduction du Coût global de l'énergie	p. 71
Fortis Banque	p. 73
KBC Groupe	p. 75
Royal Park Investments	p. 77



Introduction

Les entreprises dans lesquelles la SFPI détient une participation ou auxquelles elle a consenti un prêt, ont été sollicitées afin qu'elles rédigent un rapport de synthèse de leurs activités durant l'exercice comptable. La SFPI est d'avis que cette manière de procéder permet d'apporter au lecteur une information complète et pertinente. Les rapports sont repris ci-après dans la formulation voulue par les entreprises sollicitées. Les données et informations y figurant relèvent de la seule responsabilité de ces entreprises. Certaines entreprises n'ont pas rédigé de rapport car elles viennent d'être constituées et ne peuvent fournir que peu d'informations pertinentes ou sont en liquidation depuis un moment déjà ou n'exercent plus d'activité.

01

Portefeuille
Holding public

ARCELORMITTAL RODANGE SCHIFFLANGE

I. Activité

Filiale à 79,0 % d'ArcelorMittal Belval et Differdange, ArcelorMittal Rodange et Schifflange est une unité intégrée, disposant d'une aciérie électrique sur le site de Schifflange et de deux laminoirs sur le site de Rodange.

La gamme des produits vendus par ArcelorMittal Rodange et Schifflange comprend des rails, profilés, profilés spéciaux, palplanches et ronds à béton auxquels viennent s'ajouter des demi-produits essentiellement destinés à la société Laminés Marchands Européens (L.M.E.), pour l'alimentation de son propre laminoir (T.L.M.). ArcelorMittal Rodange et Schifflange détient une participation de 34,0 % dans L.M.E qui est actionnaire unique de T.L.M.

2. Rapport

Productions :

Les productions ont évolué comme suit :

PRODUCTION	2010 T	2009 T	+ / - %
ACIER	657.483	596.753	+10.2
LAMINÉS	529.983	477.158	+11.1

La production d'acier de 657.483 T en 2010 est en forte augmentation par rapport à 2009. Cette augmentation est liée à l'accroissement des livraisons à STFS (+12.53 %) ainsi qu'au train C (+8.09 %). L'aciérie a été arrêtée durant 103 jours en 2010.

En 2010, les expéditions de produits finis ont atteint 514.966 T contre 453.876 T en 2009, soit une hausse de 13,5 %, les profilés et rails ayant augmenté de 43.9 %, les ronds à béton ayant légèrement baissé de 2,26 %.

Investissements :

Les investissements portent sur un montant global de 10.049.257,74 EUR et se déclinent autour des projets suivants :

- rénovation de la ligne de reconditionnement du train C ;
- achat de cylindres de laminoir ;
- mise en place d'une installation de jumelage de palplanches ;
- divers travaux relatifs à l'environnement et à la sécurité au travail ;
- divers travaux relatifs à la maintenance de l'outil.

Environnement :

Le premier audit de suivi du système de management intégré QSE (Qualité-Sécurité-Environnement) des sites de Rodange et Schifflange s'est déroulé avec succès fin 2010.

En 2010, ArcelorMittal Rodange et Schifflange S.A. a produit 64.696 T de CO₂ pour une allocation de 81.073 T. Aucun droit d'émission n'a été vendu ni acheté durant l'année écoulée.

Les projets importants réalisés en matière d'environnement en 2009 concernent notamment :

- essai concluant de valorisation de 500 T de poussières de filtration du four électrique chez Hydrometal ;
- déshydratation des boues de laminoirs par filtre-presse de Rodange pour optimiser leur élimination ;
- valorisation des déchets réfractaires de l'aciérie de Schifflange par HORN ;
- conclusion d'un nouveau contrat trisannuel pour la vente de calamines de Rodange et Schifflange ;
- investigations dans le domaine des rejets en eau et émissions atmosphériques en prévision du renouvellement de l'autorisation d'exploitation du site de Schifflange ;
- réalisation de l'audit de conformité réglementaire H&S en environnement.

Personnel :

Au 31 décembre 2010, l'effectif total de la société s'élevait à 730 personnes contre 806 personnes fin 2009. La diminution du personnel par rapport à fin 2009 est majoritairement liée au non-renouvellement des départs (préretraite, fin de contrats à durée déterminée) pour faire face à la crise économique.

Sécurité au travail :

La sécurité au travail est un élément essentiel de la gestion du personnel.

Les projets suivants ont notamment été réalisés courant 2009 :

- poursuite du déploiement des standards ArcelorMittal sur les thèmes « espaces confinés », « Sécurité ferroviaire », « Consignation », « Travaux en hauteur » et « Ponts et levage » avec revue des analyses de risques, des consignes correspondantes ainsi que d'amélioration de la signalisation sur le terrain ;
- poursuite de la démarche « TOP 20 des risques à Rodange » générant des améliorations techniques et organisationnelles des postes et de l'environnement de travail ;
- lancement de la démarche « Safety Stewards et Safe Steel Captains » en vue de renforcer la vigilance partagée de manière déterminante en tous lieux et en tout temps sur nos sites ;

- journée Santé Sécurité 2010, centrée sur la connaissance des normes ArcelorMittal permettant d'accroître la connaissance des personnels et d'améliorer leur comportement sécuritaire.

Poursuite du système intégré Qualité, Sécurité et Environnement ; 1^{er} audit de suivi et maintien des 4 certificats ISO 9001, ISO 14001, ISO TS 16949 et OHAS 18001.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	139.147.353	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	87.293.722
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	68.258.554	PLUS-VALUES IMMUNISÉES	2.684.616
STOCKS	91.006.457	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-35.854.078
CRÉANCES	63.346.262	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12.896.173
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	117.582	DETTES	294.857.775
TOTAL	361.878.207	TOTAL	361.878.207

ASCO

1. Activité

Asco a pour ambition d'être un leader mondial dans la conception et la production de composants structurels complexes et d'assemblage d'avions. Avec un chiffre d'affaires consolidé avoisinant les 211 millions EUR en 2010 et 1.092 employés, Asco est un fournisseur de type risk-sharing et single source de composants absolument cruciaux pour les constructeurs d'avions du monde entier. Asco est impliqué dans la conception et la production de mécanismes de rail du bec de bord d'attaque et de rail de volet et fabrique des pièces pour les appareils d'atterrissage et les supports de moteurs, entre autres. Asco est coactionnaire à la fois de Belairbus et de Flabel et a des établissements à Zaventem (B), Gedem (D) et Vancouver (Can). Outre des capacités de conception complètes, le groupe dispose d'un grand nombre de centres de traitement multi-palettes à 4 et 5 axes et d'une responsabilité complète certifiée avec les départements de traitement de surface nécessaires, d'installations pour le thermotraitement, des tests destructifs et non destructifs.

Les chiffres macro-économiques publiés pour 2010 révèlent que le secteur de l'industrie de l'aviation a de nouveau réalisé des pourcentages de croissance en 2010 équivalents aux pourcentages d'avant la crise, soit en 2008/2009. Les chiffres provisoires des trois premiers trimestres de l'année 2010 ont permis de constater une croissance moyenne annuelle d'environ 10 %.

- Le transport de personnes a augmenté de 8,5 % avec un taux d'occupation de 78,5 %.

- Le transport de fret a connu une croissance de 21,9 % sur l'année, avec un coefficient de chargement de 53,8 %.
- Le volume de circulation de passagers augmente dans les sociétés européennes, du premier au troisième trimestre 2010, de 9 % pour l'année. Ce résultat est comparable aux chiffres d'avant la crise. L'Amérique du Nord connaît le même développement : la croissance annuelle s'élevait à 9 % fin novembre, un peu moins que la croissance moyenne annuelle à la fin du troisième trimestre.
- Malgré une forte croissance pendant le deuxième semestre 2009, la région Asie-Pacifique n'est pas encore revenue au volume d'avant la crise. La croissance annuelle en 2010 a été seulement de 4 à 5 %, soit à peine la moitié de la croissance aux États-Unis.
- Dans la région Afrique/Moyen-Orient, le volume de passagers augmente annuellement de plus de 12 %, entre autres en raison du boom des matières premières. En ce qui concerne les compagnies aériennes du Moyen-Orient, la croissance du volume pour l'année 2010 (sur la base des chiffres jusqu'à novembre) est même de 16 %. Elles transportent actuellement 16 % de passagers de plus qu'en 2008 en raison d'une augmentation de leur part de marché au détriment de leurs concurrents.
- Malgré des différences considérables dans différentes parties du monde, 2010 a été une bonne année pour le trafic aérien : les volumes ont à nouveau atteint le niveau de 2008. L'IATA prévoit que cette croissance se poursuivra dans les années à venir, même si cela doit se faire à un rythme plus lent qu'en 2010.

Le secteur de l'aviation connaît une évolution cyclique (avec des cycles de 7 à 10 ans). Selon l'IATA, nous sommes actuellement arrivés à un point où les compagnies aériennes vont de nouveau réaliser des bénéfices. La reprise serait basée sur un meilleur climat économique, une croissance en hausse, une utilisation plus optimale des avions et une meilleure rentabilité grâce à une meilleure adaptation de l'offre (la capacité) à la demande. La marge bénéficiaire brute augmenterait annuellement jusqu'à plus de 5 % et le bénéfice net après impôts s'élèverait à 15,1 milliards de dollars en 2010.

Cependant, la tendance positive des résultats obtenus par les compagnies aériennes pourrait être amoindrie par le cours du pétrole et la fragilité de certaines économies (européennes) confrontées à une crise de l'endettement et contraintes de prendre des mesures d'économie pouvant avoir un impact sur leur croissance et qui, dans certains cas, peuvent même créer un risque de nouvelle récession. Ces facteurs auraient un impact négatif sur les résultats des compagnies aériennes.

Les États-Unis devraient mieux faire, malgré leur énorme dette publique, mais la croissance dans le secteur de l'aviation et les résultats des compagnies aériennes ne seraient néanmoins que modérés.

Toutefois, dans les nouveaux pays industriels, le trafic aérien devrait continuer de croître plus rapidement qu'en Europe ou qu'aux États-Unis. Le rapide développement du transport de fret renforcera d'ailleurs encore cette tendance.

2. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	5.855	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	19.654
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	8.989	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	43.479
CRÉANCES ET STOCKS	87.011	PROVISIONS RISQUES	10.378
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	98.479	DETTES	127.703
COMPTES DE RÉGULARISATION	880		
TOTAL	201.214	TOTAL	201.214

BRUSSELS AIRPORT HOLDING

1. Investissements

Au cours de l'année 2010, aucun changement ne s'est produit dans les prises de participation dans The Brussels Airport Company.

2. Résultats financiers

En 2010, la Société a reçu des dividendes de la part de The Brussels Airport Company pour un montant de 70.693.581 EUR.

Le résultat financier net s'élevait à 23.372.615 EUR, les charges opérationnelles s'élevaient à 602.580 EUR et les revenus et charges divers à 402.500 EUR.

Aucune charge d'impôts sur le revenu n'a été comptabilisée, la Société étant en situation de pertes fiscales.

Le bénéfice net après impôts s'élevait à 23.172.536 EUR.

Le Conseil d'Administration a décidé de soumettre les comptes 2010 pour approbation à l'assemblée générale annuelle des Actionnaires et propose que l'assemblée générale approuve l'affectation du bénéfice (23.172.536 EUR) comme suit :

- 5 % du bénéfice net, soit 1.158.627 EUR, seront transférés à la réserve légale, comme l'exige le Code des sociétés ;
- 48.355.304 EUR seront reportés au titre de bénéfice reporté.

3. Autres informations

En 2010, le registre des risques a été mis à jour sur une base trimestrielle afin d'identifier et de surveiller les principaux domaines présentant un risque pour la société. Les principaux risques ont trait à la crise économique, au terrorisme, à l'environnement et à la sécurité.

Des mesures adéquates ont été prises en vue de surveiller et de contrôler les risques de prix, de crédit, de liquidités et de cash flow, et des provisions ont été enregistrées dans les comptes là où cela s'avérait nécessaire.

Le Conseil d'Administration confirme qu'aucun événement majeur n'est survenu après la date de clôture et qu'au cours de 2010 aucun événement n'est survenu pouvant avoir un impact significatif sur le développement futur de la société.

Au cours de 2010, aucune activité spéciale de recherche et développement n'a été entreprise et aucune modification n'est intervenue dans l'actionnariat qui soit de nature à faire l'objet d'une déclaration conformément à l'article 608 du Code des sociétés.

Ni la société, ni une filiale, ni une personne agissant en son nom pour le compte de la société ou une de ses filiales, n'ont acquis d'actions, de fonds de participation ou de certificats d'actions de la compagnie.

Au cours de 2010, aucun événement n'a eu lieu et aucune décision n'a été prise, qui sont sujets à l'article 523 du Code des sociétés.

La société n'a pas de succursales.

Le financement de la société est effectué au moyen d'une facilité de crédit à 8 ans expirant en 2015. Fin 2010, l'emprunt tiré s'élève à 1.300 millions EUR dont 1.250 millions EUR sont couverts contre le risque de taux d'intérêt jusqu'en 2015.

Le Conseil d'Administration confirme qu'aucun autre instrument financier n'est utilisé qui soit significatif pour l'évaluation des états financiers de la société et de ses résultats.

CERTI-FED

I. Activité

La société a été fondée le 14 juin 2007 dans le cadre de l'opération de restructuration de « The Brussels Airport Company » (TBAC) et de la constitution de « Brussels Airport Holding » (BAH).

La société a pour objectif d'émettre des certificats avec, comme valeur sous-jacente, les actions de TBAC qui sont la propriété de la Société fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI).

Ainsi, le 19 juin 2007, la SFPI a cédé 435.787 actions A de TBAC à Certi-Fed et ce dernier a émis 435.787 certificats A au nom de la SFPI pour les céder à BAH en représentation des actions de TBAC.

Le 22 octobre 2007, la SFPI et Macquarie Airport Brussels SA (MABSA) ont conclu un accord visant à céder 72.631 actions A (ou 5 % des actions moins 1 action) de BAH à MABSA. Ce même jour, 72.631 certificats A ont été remis à BAH et annulés.

Le nombre de certificats émis à la fin de l'exercice 2008 s'élevait donc à 363.156 pour un montant de 160.022.573 EUR, reste inchangé en 2009 et 2010. Les certificats ne sont pas repris dans le bilan de la société.

2. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

Le total bilantaire s'élève à 65.250 EUR et les fonds propres se chiffrent à 65.246 EUR.

Les placements et les liquidités s'élèvent à un total de 65.111 EUR.

Les comptes annuels de 2010 se clôturent avec un déficit de 2.087 EUR.

Il est proposé de reporter le déficit de l'exercice annuel.

Conformément à l'article 96.6° du Code des sociétés, le conseil indique que les capitaux propres sont suffisants pour les activités de la société et que, de ce fait, il n'y a pas lieu de modifier les règles d'évaluation.

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES CRÉANCES	120	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	72.500
PLACEMENT DE TRÉSORERIES ET VALEURS DISPONIBLES	65.111	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-7.254
AUTRES ACTIFS	19	AUTRES PASSIFS	4
TOTAL	65.250	TOTAL	62.250

CHINA BELGIUM DIRECT EQUITY INVESTMENT FUND

I. Gestion des actifs

À la fin de l'année 2010, 4 nouveaux projets ont été achevés, ce qui représente un capital investi de 128,64 millions de RMB. Au 31 décembre 2010, le Fonds avait investi dans 26 projets pour un montant total de 1,09 milliard de RMB.

En 2010, le portefeuille du Fonds coté en bourse a connu une nette progression. Six entreprises ont été introduites sur les bourses de Shenzhen et de GEM. En comptant 5 autres projets, le Fonds possède 11 projets listés dont 3 ont achevé les opérations de sorties via le second marché et 8 projets ont été placés sur liste d'attente en vue de leur sortie. En outre, les demandes d'introduction en bourse de trois autres projets ont été approuvées par les autorités.

En 2010, les revenus des ventes de participation ont représenté 270 millions de RMB et les dividendes en espèces générés par 9 portefeuilles se sont élevés à 85,96 millions de RMB. Si on exclut le capital de départ et les dépenses, les bénéfices nets au cours de cette année représentent 213,16 millions (non audité), le paiement préalable de l'impôt sur le revenu s'élève quant à lui à 45,36 millions de RMB.

Au terme de la première résolution de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires en 2009, le Fonds a distribué 400 millions de RMB de dividendes à 9 actionnaires. Fortis a reçu 40 millions de RMB de dividendes, l'impôt sur le revenu des actionnaires étrangers se monte à 4 millions de RMB, les 36 millions restants constituent des dividendes en espèces. Le gouvernement belge (SFPI) a reçu 34 millions de RMB de dividendes, l'impôt sur le revenu des actionnaires étrangers se monte à 3,4 millions de RMB, les 30,6 millions restants constituent des dividendes en espèces qui sont transférés sur le compte de la SFPI en RMB en Chine.

Conformément aux termes du Contrat de Gestion des Actifs, l'intérêt passif des trois premiers trimestres, soit 56,14 millions de RMB, a été versé au Gestionnaire du Fonds. 20 % de cette somme ont été transférés sur le compte de provisions des risques. L'intérêt passif du 4e trimestre sera payé via le bénéfice net audité de l'année entière.

Les projets d'investissement liés à la Belgique sont le point central de la gestion des actifs. Au cours des années précédentes, une attention toute particulière y a été portée par toutes les parties prenantes du Fonds. En 2010, un pas important a été franchi. En effet, le 16 novembre 2010, le projet EDEN CHOCOLATE a été retenu, comme 1^{er} dossier lié à la Belgique, par le Comité d'investissement du Gestionnaire du Fonds, et ce, pour un montant de 3 millions soit une participation dans l'actionariat de 10,75 %. L'accord d'investissement officiel a ensuite été signé le 15 décembre 2010.

2. Schéma d'activité pour l'année 2010

Depuis le début de l'année 2010, d'importants bouleversements sont survenus sur le marché intérieur des valeurs mobilières, différents organismes de placement ont vu le jour, le montant des capitaux des nouveaux entrants a connu une hausse vertigineuse, la concurrence sur le marché s'est encore intensifiée. En 2011, le Fonds devrait s'appuyer sur son expérience et sur l'orientation de ses opérations afin de peaufiner son système de gestion axé sur le marché, d'améliorer les capacités à investir et à contrôler les risques et d'accroître le revenu des actifs.

Le Fonds poursuivra les objectifs suivants :

- Soutenir les principes d'investissement de sécurité, conservation et efficacité, tirer pleinement avantage de tous les types de ressources, examiner activement les principaux objectifs d'investissement, respecter scrupuleusement la qualité des investissements, organiser, de manière globale et rationnelle, le plan d'investissement et les capitaux, améliorer progressivement le montant du capital du Fonds.
- Grâce au cas d'Eden Chocolate, le Fonds devrait s'appuyer sur sa réussite et ajuster sa stratégie d'investissement afin d'accélérer le processus décisionnel et de mener d'autres projets majeurs liés à la Belgique.

- Effectuer activement un suivi de la gestion, aider les projets à déposer des demandes d'introduction en bourse et fournir des services à valeur ajoutée grâce à la gestion interne.
- Chercher et étudier un mécanisme de sortie flexible et diversifié.
- Exécuter totalement les tâches et obligations du Conseil d'administration en vue de la finalisation d'un système de gestion et de la protection des droits et intérêts légitimes des actionnaires.
- Améliorer l'efficacité de l'échange d'informations et maintenir les canaux de communication ouverts.
- Maintenir la qualité des relations publiques et bâtir une image saine sur le marché, faire preuve d'esprit d'initiative en transmettant aux autorités des rapports sur l'évolution de l'activité et collecter des informations sur les politiques et le marché.
- Renforcer la gestion des tâches quotidiennes par le secrétariat.

CREDIBE

1. Activité

Credibe continue à gérer diverses activités et divers actifs, notamment un portefeuille de créances chirographaires, des contrats de mobilisation de créances hypothécaires, une participation dans Stater Belgium S.A., quelques dettes à court terme et risques (contentieux et litiges divers) ainsi qu'un immeuble de bureaux.

2. Rapport

Les activités relatives à la gestion des différents litiges et actions en justice concernant les dossiers du passé ainsi que la gestion de nos documents et dossiers archivés se réduisent progressivement. Le nombre de décisions d'opportunité prises dans ces dossiers particuliers est aussi en diminution, mais les montants en jeu demeurent importants.

Parmi les autres activités, celles concernant la supervision du traitement des dossiers contentieux et des créances chirographaires, gérés par Stater Belgium S.A., dans le cadre de la convention d'outsourcing, sont demeurées stables.

Enfin, la rénovation du dernier bâtiment en patrimoine, sis au 42 rue de la Loi, à Bruxelles devrait être achevée d'ici fin octobre 2011. Sa mise en location devrait débuter au cours du second semestre de cette année.

Le nombre d'équivalents temps plein est passé de 7 à la fin 2009 à 5 au début 2010. Il devrait encore diminuer avant mi 2012.

Le résultat courant de l'année 2010 est de 251.849,24 EUR, provenant essentiellement des recettes du portefeuille créances chirographaires, des contrats de mobilisation de créances hypothécaires, des revenus locatifs et financiers.

Les reprises et utilisations de provisions globales couvrant essentiellement les coûts inhérents aux litiges judiciaires en cours, aux honoraires relatifs à la gestion des mainlevées, aux coûts de restructurations et aux

coûts des travaux en cours dans l'ensemble immobilier de la rue de la Loi à Bruxelles, ont été prélevées à concurrence de 975.618,59 EUR.

Après imputation de coûts exceptionnels et d'impôts, le résultat net de l'exercice 2010 s'élève à 1.220.681,84 EUR.

Le Conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'affecter le montant du résultat de cet exercice comptable à concurrence de 1.200.000,00 EUR à la distribution d'un dividende et de reporter le surplus.

Perspectives pour 2011 et événements importants après clôture de l'exercice :

Credibe poursuivra en 2011 une politique de gestion et de réalisation, à leurs valeurs optimales, des actifs résiduels.

La rénovation des bâtiments abritant le siège social de Credibe, rue de la Loi à Bruxelles, sera terminée fin octobre 2011 en vue d'une réaffectation à usage mixte.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	5.368	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	816
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1.955	PLUS-VALUES	271
CRÉANCES	590	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	59.027
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	60.777	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7.652
COMPTES DE RÉGULARISATIONS	1.087	DETTES	2.011
TOTAL	69.777	TOTAL	69.777

FEDIMMO

1. Activité

La SA Fedimmo a pour objet d'effectuer toutes opérations immobilières au sens le plus large et, notamment, la recherche, l'étude et la réalisation de projets immobiliers, la construction, l'acquisition, la gestion, l'aménagement, la cession et la location d'immeubles.

La société est propriétaire de 57 immeubles, principalement loués à l'État belge.

2. Évolution des affaires, résultat et situation

a) Opérations réalisées :

Fedimmo a poursuivi au cours de l'exercice son métier de bailleur propriétaire envers la Régie des Bâtiments, locataire pour compte de Services publics fédéraux, principalement les Finances et la Justice.

Les travaux auxquels Fedimmo est contractuellement engagée envers son client locataire, l'État belge, en vertu des baux, se sont terminés fin 2009 comme prévu contractuellement. Seuls restent les travaux relatifs à la tour 3 du World Trade Center pour lesquels l'État belge a demandé un report par rapport au calendrier prévu et dont les deux premières phases des travaux seront entièrement terminées début 2011, tandis que la dernière phase devrait s'achever en septembre 2012.

Fedimmo, investisseur en immeubles de bureaux, est désireux de transférer les risques de redéveloppement des immeubles dont les baux viennent à échéance à court terme. Ces opérations lui permettent en effet de transférer à des promoteurs spécialisés, dont c'est le métier, les risques de réaffectation de ces biens en projets mixtes résidentiel/commercial, tout en générant des plus-values. Ainsi, au cours de l'exercice 2007/2008, les immeubles Langerei à Bruges et Tabaksvest à Anvers et, au cours de l'exercice 2008/2009, l'immeuble Frankrijklei à Anvers ont été cédés.

Fedimmo a organisé au cours de l'exercice 2009/2010 le processus de vente de son immeuble Kattendijkdok, dont le closing est intervenu durant l'exercice 2010/2011, générant une plus-value de l'ordre de 2,7 millions EUR.

Pour rappel, l'État belge, dans le cadre d'un marché public de promotion, a conclu avec Fedimmo un bail pour un immeuble à construire (coût total estimé à 91,1 millions EUR), rue Paradis à Liège. Cet immeuble, destiné à accueillir les nouveaux bureaux des fonctionnaires du Service public fédéral Finances, est loué pour une durée ferme de 25 années prenant cours le 1^{er} juin 2013.

En exécution de ce marché, Fedimmo a introduit une demande de « permis unique » sur la base du certificat d'urbanisme qu'elle a obtenu mi-2008. Cette procédure est en cours.

Dans le cadre de cette procédure et de manière à rencontrer certaines remarques formulées lors de l'enquête publique, des modifications ont été demandées par la Région wallonne, autorité compétente pour la délivrance, le cas échéant, du permis unique. Bien que la concrétisation de ces modifications nécessite un nouveau travail d'étude et de conception ainsi qu'un délai d'instruction complémentaire, celles-ci sont sans

conséquence sur le respect des performances et des prescriptions prévues au Cahier spécial des Charges édités par la Régie des Bâtiments.

La décision des autorités sur le projet modifié devrait intervenir vers la mi-2011, entraînant ainsi un retard prévisible pour la livraison du bâtiment de quelques mois.

Le bail de la Régie des Bâtiments a pris fin le 27 mars 2010 dans l'immeuble Science-Montoyer. Fedimmo a immédiatement entamé des travaux de réhabilitation de l'immeuble. Ce projet, lauréat du concours « IBGE 2009 – Immeubles verts » et certifié Breeam Design & préconstruction « Excellent », concerne la réhabilitation totale de l'immeuble et la réorganisation des circulations verticales et horizontales en vue d'optimiser les surfaces existantes. Le budget des travaux est de 10,3 millions EUR. L'immeuble, qui bénéficie d'une excellente localisation dans le quartier européen à Bruxelles, devrait être disponible à la location dans le courant du second semestre 2011.

Fedimmo a terminé les travaux de rénovation de l'immeuble Froissart dont le coût total s'élève à 5,7 millions EUR. Idéalement situé à proximité immédiate du rond-point Schuman à Bruxelles, au cœur du quartier européen, le bâtiment est disponible à la location et suscite de l'intérêt.

Au cours de l'exercice, Fedimmo a introduit les demandes de permis d'urbanisme et d'environnement en vue de mettre en œuvre son droit à construire la tour 4 du World Trade Center.

Fedimmo a fait usage de sa faculté de résiliation anticipée du bail emphytéotique consenti à la SA Compagnie de Promotion sur le terrain de l'îlot 2 du World Trade Center à Bruxelles. Au 1^{er} avril 2010, Fedimmo est ainsi devenue pleinement propriétaire des constructions existantes sur cet îlot 2, à savoir le socle des tours 3 et 4 ainsi que de la tour 3. Le dénouement de cette opération a généré un résultat net de 7,2 millions EUR dans les comptes de la Société.

La Régie des Bâtiments et Fedimmo ont conjointement mis en place un contrat d'entretien et de garantie totale couvrant l'immeuble WTC 3 ainsi que l'ensemble des bâtiments situés en Flandre.

La même procédure sera organisée pour le solde des immeubles situés à Bruxelles ainsi que ceux situés en Wallonie.

b) Bilan et comptes de résultats :

Actif : au 30 septembre 2010, le total de l'actif s'établit à 694.208.616 EUR. Les actifs immobiliers constituent l'essentiel de l'actif, pour un montant de 662.329.007 EUR. Les moyens disponibles ont atteint 11.014.404,26 EUR.

Passif : les capitaux propres sont de 602.953.476 EUR. Les dettes sont essentiellement constituées d'un poste de 602.953.476 EUR. La dette est principalement constituée d'un montant de 54.857.751 EUR représentant le solde dû d'un financement contracté vis-à-vis d'un établissement de crédit dans le cadre des cessions de créances futures de loyers mis en place lors de l'exercice 2009.

Compte de résultats : les loyers perçus pendant l'exercice s'élèvent à 41.171.759 EUR pour un bénéfice de l'exercice après impôts de 19.374.474,96 EUR.

L'assemblée générale a validé le 8 décembre 2010, le paiement d'un dividende brut par action de 1,8742820214 EUR.

3. Principaux risques et incertitudes

a) Les risques sur les revenus locatifs :

La pérennité des cash-flows de la société dépend principalement de la sécurisation à long terme de ses revenus locatifs.

Ce risque est limité par le fait que la durée moyenne des baux est de 13,55 ans et que la société gère activement la situation des immeubles à baux courts comme le démontrent les cessions effectuées.

b) Les risques de compliance :

Ces risques font l'objet d'une attention soutenue du Conseil d'administration. La société fait régulièrement appel à des conseillers extérieurs pour l'assister quant au respect du cadre légal et réglementaire régissant ses activités. C'est particulièrement le cas pour les risques en matière d'urbanisme, d'environnement et de non-conformité éventuelle des installations.

c) Les risques liés aux immeubles :

Tous les immeubles de Fedimmo sont couverts par des polices d'assurance adéquates et la société veille à leur maintien dans un bon état de fonctionnement.

Fedimmo a décidé de réaliser des programmes de rénovation et d'investissements importants dans ses immeubles. Un suivi technique, budgétaire et de planification détaillé a été mis en place pour assurer la maîtrise des risques liés à la réalisation de ces travaux qui, une fois exécutés, se traduisent par une augmentation des loyers.

d) Risque de défaillance du débiteur :

La société est peu exposée à ce risque grâce à la qualité du locataire qui est l'Etat.

e) Risque lié à l'accès au crédit :

Ce risque ne se présenterait que si Fedimmo faisait un appel massif au crédit pour financer de nouveaux projets importants. Elle se trouverait alors dans la même situation que les autres acteurs présents dans le domaine immobilier.

BILAN (en EUR)	RÉALISÉ AU 30/09/2010	RÉALISÉ AU 30/09/2009
ACTIFS IMMOBILISÉS	664.980.953	665.340.605
BIENS IMMOBILIERS	662.329.007	662.566.552
AUTRES IMMOBILISATIONS	2.651.946	2.774.053
ACTIFS CIRCULANTS	29.227.662	62.353.069
CRÉANCES	17.383.643	60.020.701
TRÉSORERIE ET DISPONIBLE	14.404	760.440
COMPTES DE RÉGULARISATION	11.829.615	1.571.928
TOTAL DE L'ACTIF	694.208.616	727.693.674
DETTES	91.255.140	132.800.365
DETTES À PLUS D'UN AN	53.779.207	55.904.749
DETTES À UN AN AU PLUS	36.055.821	65.700.950
COMPTES DE RÉGULARISATION	1.420.111	11.194.667
ACTIF NET (CAPITAUX PROPRES)	602.953.476	594.893.309
CAPITAL	431.008.050	431.008.050
PRIME D'ÉMISSION	150.858.024	150.858.024
RÉSERVE LÉGALE	2.681.651	1.712.927
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	18.405.751	11.314.308
TOTAL DU PASSIF	694.208.616	727.693.674

FLAGEY MAISON DE LA RADIO

La réhabilitation du site de l'INR et de son fameux « Studio 4 », situé Place Flagey, a constitué un chantier long et laborieux. Une quarantaine d'investisseurs, rassemblant les principales grandes entreprises belges et groupes financiers, dont la S.F.P.I., ont consacré ensemble plus de 30 millions EUR au lancement du projet.

L'exploitation a été confiée à l'A.S.B.L. Flagey pour la partie culturelle représentant la moitié de la surface du bâtiment. Flagey est la première institution culturelle d'envergure à faire l'objet d'un financement structurel co-communautaire. Après de longues négociations, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Commune d'Ixelles ont décidé d'unir leurs forces pour accorder une aide publique de 2,45 millions EUR au projet Flagey. Ceci constitue une reconnaissance majeure du rôle joué par la S.A. Maison de la Radio Flagey et ses investisseurs, dont la S.P.F.I. dans la mise en œuvre du projet.

FONDS DE L' INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE

1. Activité

La société a pour objet l'exercice des activités suivantes, peu importe qu'elle agisse directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, seule ou en participation avec des tiers : la gestion et la valorisation des terrains visés à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 30 décembre 2004 arrêtant les listes des passifs et actifs visés à l'article 454§2, alinéa 2, de la loi-programme du 22 décembre 2003 transférés par la Société nationale des Chemins de fer belges au Fonds de l'infrastructure ferroviaire ainsi que d'autres activités commerciales dans le domaine du développement, de l'achat et de la vente, de la gestion et du financement de l'immobilier.

La société peut exercer les fonctions d'administrateur, de gérant, de délégué à la gestion journalière ou, le cas échéant, de liquidateur et, de façon générale, pourvoir à l'administration, à la supervision ou au contrôle de toute autre société ou entreprise. Elle peut prendre une participation ou un intérêt, sous quelque forme que ce soit, notamment par voie d'apport en espèces ou en nature, de souscription, fusion, scission, scission partielle ou de toute autre manière, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières, immobilières ou autres, existantes ou à créer, dont l'objet social serait identique, analogue ou connexe au sien, ou de nature à en favoriser la réalisation. La société peut acquérir, donner ou prendre en location, ériger, aliéner ou échanger tous biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, et d'une manière générale entreprendre toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou de nature à en favoriser la réalisation.

2. Rapport

La société a réalisé en 2010 une grosse partie de son stock de terrains, celui-ci passant de 97.744.188,16 EUR en 2009 à 55.851.903,60 EUR en 2010.

La principale vente concerne le terrain « Antwerpen Zuid ».

Au terme d'une procédure de vente à laquelle ont participé les principaux développeurs, la société a pu réaliser une plus-value inconditionnelle sur la vente de ce terrain, dans la mesure où elle s'est faite sans engagement quant au futur permis d'urbanisme et en transférant le contentieux judiciaire existant sur ce terrain lors de son transfert par la SNCB.

Le chiffre d'affaires réalisé est de 42.419.980,63 EUR pour la vente de terrains dont la valeur comptable était de 39.315.656 EUR, ce qui permet de dégager, hors frais et avant d'acter les réductions de valeur sur les terrains non encore vendus, une plus-value de 3.104.324,63 EUR pour l'exercice.

La société acte une importante réduction de valeur sur le terrain d'« Antwerpen Noord », résultant de l'ensemble des ventes réalisées et à réaliser sur ce terrain. Ce terrain avait déjà été partiellement vendu par la Sopima au nom et pour compte du FIF-FSI à la Hogeschool en 2006. En 2009, une seconde partie du terrain est vendue. En 2010, la société a réévalué ce terrain sur la base des offres reçues dans le cadre d'appel public d'offres portant sur la totalité de cette dernière partie de sorte que la valeur réelle du terrain a pu être déterminée.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	5,9	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	141.691,2
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1.490,1	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-937,5
CRÉANCES	70.606,0	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8.942,6
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	78.750,4	DETTES	1.152,1
COMPTES DE RÉGULARISATION	62,6	COMPTES DE RÉGULARISATION	66,6
TOTAL	150.915,0	TOTAL	150.915,0

FONDS STARTER

1. Activité

La société a pour objectif de contribuer au financement de prêts octroyés par le Fonds de participation au profit de personnes physiques ou morales, y compris les demandeurs d'emploi non actifs qui souhaitent créer leur propre entreprise ou qui ont commencé leur activité professionnelle depuis quatre ans au maximum.

2. Rapport

Les comptes annuels se clôturent sur un bénéfice de 4.000 EUR. Il est proposé de transférer le résultat à l'exercice comptable suivant. Par conséquent, le bénéfice à reporter s'élève à 7.248 EUR. Aucun risque ou incertitude auxquels le Fonds Starter est confronté n'est connu.

Le total bilantaire au 31/12/2010 s'élève à 110.717.660 EUR contre 111.152.415 EUR fin 2009. Cette baisse est due aux remboursements effectués au profit des héritiers de souscripteurs décédés.

Le prêt obligataire de 108.780.500 EUR émis en 2009 est administré par le Fonds de participation dans l'application informatique développée spécifiquement à cet effet, SEDNA. Sur les 16.600 souscripteurs, il en reste toujours 16.512 au 31/12/2010. Le capital des personnes décédées a été reversé aux héritiers, conformément au prospectus. Le montant total reversé en 2010 s'élève à 429.000 EUR.

Les frais d'exploitation (175.971 EUR) sont demeurés pratiquement identiques, mais les frais financiers (4.215.325 EUR) ont augmenté par rapport à 2009, car, pour la première fois, des intérêts doivent être comptabilisés sur tout un exercice comptable pour le prêt obligataire.

Au précédent exercice comptable, les revenus financiers s'élevaient à 4.395.296 EUR. La majeure partie, à savoir 4.384.854 EUR, provient des intérêts du Fonds de participation pour le prêt de 106.000.000 EUR.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
FRAIS DE CRÉATION	841.450	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	130.000
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	106.000.000	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	7.248
CRÉANCES	1.566	DETTES	107.942.331
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE + INSTITUTIONS DE CRÉDIT	1.024.265	COMPTES DE RÉGULARISATION	2.638.081
COMPTES DE RÉGULARISATION	2.850.379		
TOTAL	110.717.660	TOTAL	110.717.660

IDOC

I. Historique et mise en liquidation

En 2002, le gouvernement a pris la décision, après une procédure d'adjudication, de faire appel à la SA ZETES pour la fabrication de la carte d'identité électronique.

Le 25 août 2006, le gouvernement a mis un terme au contrat de 1985 avec IDOC pour la fabrication des cartes d'identité classiques.

Entre 2002 et 2006, IDOC a maintenu la capacité de production pour continuer à fabriquer ces cartes. En l'absence d'informations plus détaillées et de tout accord avec le gouvernement, la capacité a été maintenue et, par conséquent, la société a continué à payer toute une série de frais variables et fixes (locaux, personnel, stock...). Il est vrai que ces frais ont été facturés au gouvernement, mais ils n'ont jamais été payés.

En décembre 2005, IDOC a introduit une demande auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, en vue d'obtenir, principalement, le paiement des factures pour les frais engagés et des dommages et intérêts pour le manque à gagner. La défense était basée sur les dispositions contractuelles. Le 5 septembre 2007, le juge a déclaré que la demande était infondée. La raison de ce rejet réside principalement dans la supposition qu'IDOC n'a pas disposé de suffisamment de temps pour supprimer graduellement la capacité et que dans ce cas, il ne s'agit pas d'une « modification de la réglementation », mais de la résiliation du contrat.

Le 1^{er} février 2008, IDOC a fait appel de ce jugement et le 14 septembre 2010, la Cour a déclaré la demande infondée sur la base de la même argumentation.

Au vu de ces jugements, il y avait peu de chance que la Cour de cassation casse l'arrêt. La demande d'aller en cassation a été présentée aux actionnaires.

Le 29 octobre 2010, ceux-ci ont décidé de ne pas aller en cassation et de mettre la société en liquidation étant donné qu'elle n'exerce plus aucune activité professionnelle.

2. Situation financière

Les pertes de l'entreprise s'élèvent à 1.665.442,54 EUR. Ce résultat négatif est une conséquence des éléments suivants :

- l'inscription en perte des factures, pour un montant de 1.590.838 EUR, envoyées au Service public fédéral intérieur et qui se rapportaient à une partie de la demande ;
- les provisions constituées, pour un montant de 117.322,56 EUR, pour les frais attendus de cessation des activités, y compris les indemnités à verser au personnel.

Les produits financiers s'élèvent à 32.880,42 EUR. Il s'agit des produits des placements de trésorerie. Les pertes pour l'exercice comptable s'élèvent à 1.632.692,05 EUR.

3. Bilan abrégé au 30/09/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	111,55	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	2.726.828,77
CRÉANCES	8.678,00	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-1.566.618,60
LIQUIDITÉS	1.302.887,09	PROVISIONS RISQUES	117.322,56
COMPTES DE RÉGULARISATION	17.651,80	DETTES	51.795,71
TOTAL	1.329.328,44	TOTAL	1.329.328,44

LA POSTE

1. Activité

Bpost fournit des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier, y compris l'enlèvement, le transport, le tri, la distribution de courrier, d'imprimés, de journaux et de documents adressés ou non adressés. Elle fournit des services bancaires, financiers et assume des activités d'intérêt public pour le compte de l'État.

2. Rapport

La troisième directive postale 2008/6 du Parlement et du Conseil européens a été adoptée le 20 février 2008 et publiée le 27 février 2008. Cette directive comprend la libéralisation totale au 1^{er} janvier 2011 avec application du principe de réciprocité, la possibilité de régimes de licences et de choisir entre différents mécanismes de financement du service universel.

Le 18 novembre 2010, le parlement belge a approuvé la loi relative à la libéralisation du marché postal. Cette loi reprend les éléments tels que la désignation de bpost comme prestataire unique du service universel pour

l'ensemble du territoire, le financement exclusif par l'État, l'interdiction de recourir à des indépendants et la réglementation pour les nouveaux arrivants.

En février 2009, le Tribunal est revenu pour des motifs de procédure sur la décision de la Commission européenne d'autoriser l'augmentation de capital de 2003. L'État belge a interjeté appel contre ce jugement du Tribunal.

Le 21 janvier 2010, bpost et les partenaires sociaux sont parvenus à un accord concernant la transformation du réseau postal. Cet accord vise, entre autres, le recrutement de nouveaux collaborateurs des départements Mail selon un nouveau barème salarial qui est inférieur à celui qui est octroyé actuellement. Toutefois, les nouveaux engagés auront la possibilité d'évoluer au fil du temps vers le barème salarial actuel. Cet accord permettra également de réduire les coûts unitaires d'ensemble et permettra la consolidation du réseau de distribution d'environ 450 à environ 130 plates-formes.

Fin 2010, le réseau Retail était constitué de 1.394 points de vente. Durant l'année, 74 Points Poste ont été ouverts (et 58 fermés) pour atteindre un total de 704. Ils remplacent les 26 bureaux de poste entièrement détenus par bpost qui ont fermé en 2010. La conversion des bureaux de poste en Point Poste permet le maintien d'une présence postale, partout dans le pays, tout en optimisant la structure de coût afin de garantir la viabilité financière et commerciale du réseau.

En 2010, bpost a poursuivi la transformation de son réseau de courrier (Mail). L'application du tri par tournée et du séquençage par domicile continua à se développer. Fin 2010, le tri par rondes du courrier format normal atteint 81 % et le tri séquentiel du courrier de type « format normal », atteint 12 %. Le regroupement des bureaux de distribution en plates-formes de distribution plus importantes a continué en 2010. A la fin de l'année 2010, le réseau de distribution bpost était composé de 391 bureaux (2009 : 450).

Le 17 juin 2010, La Poste – De Post a annoncé son intention de changer son nom en bpost, de moderniser son logo. Les modifications ont été introduites progressivement afin de limiter les coûts de l'opération. Bien que La Poste a commencé à utiliser bpost comme dénomination commerciale au cours de l'année 2010, le changement de dénomination sociale est intervenu le 17 janvier 2011.

Le 12 octobre 2010, la Commission paritaire de bpost a approuvé la Convention collective du Travail couvrant l'année 2011. Cet accord prévoit, entre autres mesures, le versement éventuel d'une prime non récurrente à payer en 2011 si un certain niveau de rentabilité est atteint, le renouvellement en 2011 de l'accord CCT de l'année précédente offrant une indemnité aux travailleurs âgés de 50 ans optant pour un travail à temps partiel. Enfin, les employés atteignant l'âge de 58 ans et répondant à certaines conditions auront la possibilité de partir à la retraite anticipée.

Suite à un appel d'offres lancé par l'Administration fédérale de mobilité, bpost a obtenu un contrat pour la fourniture et la distribution des nouvelles plaques d'immatriculation automobile conformes aux directives de l'Union européenne. Ce contrat pourrait représenter jusqu'à 1,6 million de plaques par an pour les quatre prochaines années.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	489.271	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	783.780
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	294.519	PLUS-VALUES	76
CRÉANCES	355.933	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	142.594
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE & VALEURS DISPONIBLES	1.274.645	PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	270.849
AUTRES ACTIFS	33.455	DETTES	1.131.249
		AUTRES PASSIFS	119.275
TOTAL	2.447.823	TOTAL	2.477.823

LOTÉRIE NATIONALE

I. Activité

La Loterie Nationale est chargée d'organiser, dans l'intérêt général et selon des méthodes commerciales, les loteries publiques, paris et concours dans les formes et selon les modalités fixées par le Roi, sur la proposition du ministre ayant les entreprises et les participations publiques dans ses attributions.

La Loterie Nationale est également chargée d'organiser, dans l'intérêt général et selon des méthodes commerciales, des jeux de hasard dans les formes et selon les modalités fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur la proposition du ministre qui a les entreprises et les participations publiques dans ses attributions et du ministre de la Justice et après avis de la commission des jeux de hasard visée à l'article 9 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

Les actes de la Loterie Nationale sont réputés commerciaux.

2. Rapport

En 2010, la Loterie Nationale a réalisé un chiffre d'affaires de 1.099.540.650,64 EUR. Par rapport à 2009, ceci signifie une diminution du chiffre d'affaires de 3,0 % ou 35.419.430,39 EUR en termes absolus. La diminution se manifeste plus fortement en ce qui concerne les produits on-line (-3,1 %) que pour les billets à gratter (-2,7 %).

La première année opérationnelle de la plateforme IGS (lancée le 29 mars 2010), permettant de jouer aux jeux de tirage sur internet, a été très positive. Au 31 décembre 2010, 124.000 joueurs s'étaient enregistrés et

les ventes IGS se sont élevées à 17,8 millions EUR ; des chiffres qui dépassent largement les objectifs. En plus, la composition de ce groupe de joueurs démontre clairement que via la plateforme IGS, la Loterie Nationale réussit à atteindre des joueurs qui sont plus difficiles à joindre par le réseau traditionnel.

Notons encore qu'un nouveau contrat de gestion pour une période de 5 ans entre la Loterie Nationale et l'État fédéral a été concrétisé par l'arrêté royal du 30 juillet 2010 (MB 20/09/2010) et que le capital de la société a été augmenté de 30.000.000 EUR par incorporation des réserves disponibles, suite à l'arrêté royal du 10 octobre 2010 (MB 21/10/2010), ce qui porte celui-ci à 150.000.000 EUR.

Malgré la baisse de la vente et l'augmentation de la rente de monopole due à l'État fédéral, la Loterie Nationale présente encore un résultat appréciable : en effet, le bénéfice de l'exercice 2010 à affecter (après impôts et après transfert de 750.000,00 EUR aux réserves immunisées et reprise de 1.050.000,00 EUR de celles-ci dans le cadre des investissements tax shelter de l'entreprise) s'élève à 11.994.860,36 EUR (en 2009, le bénéfice à affecter, après impôts et après transfert du même montant aux réserves immunisées, était de 22.283.331,62). Ce résultat a été réalisé partiellement grâce au programme d'économies approuvé en juin qui a engendré une diminution des frais de fonctionnement de 5 %.

En 2010, la société a prêté beaucoup d'attention :

- à une offre de jeux innovants et attrayants. Ainsi, l'adaptation du produit Euro Millions et le développement d'autres jeux communs (mondiaux) ont été débattus intensément avec les partenaires internationaux. En plus, la modernisation indispensable des produits Lotto et Joker a été préparée. En outre – et ce, avec succès – six nouveaux produits à gratter ont été lancés et des produits « classiques », dont le King of Cash, ont été renouvelés ;
- au développement de la plateforme IGS, qui permet depuis le 29 mars 2010 de jouer aux produits on-line de la Loterie Nationale via internet ;
- à l'optimisation de son réseau de vente. De nombreux nouveaux points de vente ont vu le jour, qu'il s'agisse de points de vente indépendants ou ayant fait l'objet de la signature d'un accord-cadre avec la chaîne à laquelle ils appartiennent. Afin de préparer l'avenir, le projet Lottery Inside (ventes des jeux on-line aux caisses des supermarchés) a été mis en place et le placement d'ITVM (distributeurs automatiques de billets à gratter) a été testé dans une vingtaine de points de vente ;
- au projet « jeu responsable », visant à limiter au minimum les effets nuisibles que le jeu pourrait avoir sur des personnes vulnérables ; ces efforts ont mené à l'acquisition du certificat « Jeu Responsable », remis par European Lottery Association ;
- au facteur de production le plus important, à savoir l'homme. Pour cette raison, durant l'exercice écoulé, la société a continué à moderniser de façon intense sa politique en matière de ressources humaines, avec par exemple l'introduction du système d'évaluation PEC (Performance Évolution Cycle) et une nouvelle politique de rémunération. Ces efforts seront bien entendu poursuivis dans le futur ;
- à l'informatique, en creusant les fondations d'un plan ICT pluriannuel dont l'impact se fera sentir pleinement à partir de 2011 ;

- à l'obtention d'un nouveau certificat WLA, une des exigences pour poursuivre la participation à Euro Millions. Au surplus, cette certification sera sans aucun doute de nature à renforcer la confiance des joueurs et des partenaires en la Loterie Nationale ;
- au projet Total Supply Chain, qui consacre le renouvellement des processus logistiques de l'entreprise à partir de 2010 et qui sera complètement opérationnel à partir de mi 2011.

Tous les projets ci-dessus ont d'ailleurs été traduits dans un nouveau business plan. Dans ce plan, une croissance annuelle moyenne de 4,3 % est retenue pour la période 2011-2015, ainsi que la poursuite de l'amélioration du résultat opérationnel de l'entreprise.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	29.628	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	150.000
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	16.991	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	59.382
CRÉANCES	28.647	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16.698
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	359.758	DETTES	181.368
COMPTES DE RÉGULARISATION	5.577	COMPTES DE RÉGULARISATION	33.153
TOTAL	440.601	TOTAL	440.601

PALAIS DES BEAUX-ARTS (BOZAR)

I. Activité

Le Palais des Beaux-Arts, une société anonyme de droit public à finalité sociale, a pour but et aspire activement à la réalisation, l'exécution et la mise en œuvre d'une programmation culturelle multidisciplinaire et intégrée qui contribue au rayonnement européen et international de la Belgique fédérale, des Communautés et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette mission comprend :

- des productions culturelles spécifiques, au sein du Palais des Beaux-Arts, qui ne sont pas exclusivement destinées à l'une ou l'autre Communauté ;
- des coproductions dans les domaines visés au paragraphe précédent, en collaboration avec les entreprises, organisations et institutions ayant une finalité sociale similaire ;
- la mise à disposition des salles et de l'infrastructure du bâtiment pour les entreprises, organisations et institutions qui proposent une programmation culturelle propre.

2. Rapport

En 2010, en ce qui concerne les infrastructures, le Palais des Beaux-Arts s'est attaqué aux points suivants : la rénovation complète du Salon de Réception qui a été transformé en salon VIP pour les patrons et les hôtes de marque, l'extension des loges de la Salle M, le suivi de l'expertise commanditée en concertation avec la Régie des Bâtiments suite aux inondations des 10 et 14 juillet 2011, la mise en œuvre d'un logiciel de gestion technique, la suite de l'étude énergétique...

En 2010, le nombre d'activités de front-office s'élevait à 6.118. Le nombre total d'activités est passé à 12.369 avec 6.251 activités de back-office. Les activités de front-office étaient équitablement réparties (1/3 chacun) entre :

les activités spécifiques Bozar ;

les co-productions ;

la location des salles.

Le projet reposait sur tous les secteurs artistiques et culturels et tenait toujours compte de deux critères : qualité et diversification.

Musique

Pour les activités musicales, quatre principes ont été retenus : la fidélité à la musique classique et contemporaine, la diversité des styles de musique (y compris la musique du monde et le jazz), la découverte de jeunes talents et de nouvelles créations ainsi que le souci constant de rester ouvert à tous les styles de public. Près de 300 concerts ont été programmés, dont de nombreuses coproductions avec des partenaires culturels comme l'ONB, La Monnaie, l'Orchestre Philharmonique de Liège, le *Filharmonie van Vlaanderen*, le *Klara Festival* et *Ars Musica*.

Cinéma

En six années d'existence, le département BOZAR CINEMA du Palais des Beaux-Arts a mis en place les lignes directrices d'une programmation forte et éclectique, touchant à la fois le grand public, un public ciblé et connaisseur, les spectateurs cinéphiles et le public attiré par les expériences multimédias. Cette programmation assure aujourd'hui au Palais des Beaux Arts une position inédite à Bruxelles sur la scène du cinéma, position rendue possible par le statut interdisciplinaire unique, propre à l'institution.

Bozar met toujours à l'honneur les réalisateurs et leurs équipes lors des présentations des films et la rencontre avec le public est chaque fois privilégiée. Bozar Cinema a coordonné cette année deux événements de taille : le WE autour du cinéma iranien en janvier et le WE Cinema Troika autour de la présidence belge. BOZAR CINEMA utilise depuis 2010 de nouveaux outils de communication comme Facebook et Twitter. La newsletter bimensuelle reste cependant l'outil numérique le plus utilisé.

Expositions

En 2010, le département des expositions a présenté une trentaine de projets qui ont attiré près de 600.000 visiteurs et ont connu des succès de foule avec El Greco, Frida Kahlo et Lucas Cranach. La programmation était articulée autour de trois moments clés : le printemps avec la Présidence espagnole et le Bicentenaire de l'indépendance du Mexique, l'été avec les projets autour de l'Afrique et de l'Asie liés au 50e anniversaire de l'indépendance du Congo et le Sommet Asie-Europe, et enfin l'automne avec l'Europe Centrale et Lucas Cranach. Le Palais des Beaux-Arts s'est également profilé en amenant son expertise en dehors de ses murs soit avec le projet d'exposition itinérante en Afrique (Art@work), « Ensor démasqué » à l'espace ING ou la vente de l'exposition Lucas Cranach à Paris.

Le travail de toute une équipe fut récompensé par divers prix comme le Prix Plantin-Moretus pour le meilleur livre d'art attribué à Lucas Cranach et le Prix de l'exposition culturelle 2010 pour « Frida Kahlo y su Mondo ». Résolument européenne et internationale, la programmation a également mis à l'honneur les artistes de notre pays dans le domaine tant de la photographie avec Arno Roncada que de l'architecture avec Laurent Ney et que celui des arts plastiques avec Wim Delvoye. Une année qui a battu son plein et a occupé une place considérable dans la presse nationale et internationale.

Architecture

En 2010, la programmation s'est développée autour de trois axes : des expositions, une série de conférences et une série de micro-expositions et micro-conférences. Dans chaque cas, le thème central était l'architecture.

Danse, théâtre, littérature, transversalité

Le PBA mène en outre des projets basés sur une approche transversale. En 2010, plusieurs pays ont ainsi été mis à l'honneur dans le cadre de projets intégrés, consacrés à l'Afrique et à l'Asie. Pendant ces festivals, l'attention a pu être portée sur des cultures parfois mal connues. Dans cet esprit, notre approche ne s'est pas limitée à présenter des productions de danse ou de théâtre plus traditionnelles : les jeunes artistes contemporains ont pris une large part dans de tels projets.

Parallèlement, Bozar Théâtre, Danse et Littérature continuent à offrir une offre riche et diversifiée au public, souvent en collaboration avec des partenaires bruxellois, belges ou internationaux, parmi lesquels Jeudi-Lire, Jeugdtheater Bronks, Festival des Courts Métrages, Passa Porta, le théâtre du Rideau de Bruxelles, Flagey, Charleroi Danses, ou encore la Cinematek.

Le département des Bozar Studios a poursuivi le travail effectué en collaboration avec son équipe de guides, de pilotes (guides pour les enfants) et d'animateurs tout en consolidant ses concepts originaux. Enfants et jeunes dans le cadre scolaire ou en temps libre, familles, adultes, seniors, à chaque public cible est dédié une série d'activités s'articulant pour la plupart autour de la programmation du palais. En voici quelques exemples : Parcours découverte, le Symphonique c'est chic et Musica Maestro (dans le cadre scolaire), Fêtes d'anniversaire

et AudioKids (pour enfants), Family Days et BOZAR SUNDAYS (pour les familles), BOZAR NIGHT (pour les jeunes), BOZAR PLUSDAYS (pour les seniors), sans oublier les visites guidées pour les jeunes et les moins jeunes.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS COPORELLES ET INCORPORELLES	29.134	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	22.609
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	64	REVALORISATIONS	385
CRÉANCES	7.145	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-5.369
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	1.994	SUBSIDES EN CAPITAL	5.268
LIQUIDITÉS	1.691	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1.337
COMPTES DE RÉGULARISATION	279	DETTES	13.887
		COMPTES DE RÉGULARISATION	2.191
TOTAL	40.307	TOTAL	40.307

PALAIS DES CONGRÈS

1. Cadre et activité

La S.A. Palais des Congrès est une S.A. de droit public, constituée le 7/09/04. Elle a le statut de filiale spécialisée de la SFPI.

- La S.A. a pour objet l'organisation de réunions, congrès, expositions, salons, événements et activités similaires. Elle assure la transformation, la rénovation et l'organisation des bâtiments du Palais des Congrès de Bruxelles où se localisent ses services.
- La société peut constituer toute société, prendre des intérêts dans, coopérer ou fusionner avec une société, créer des filiales avec toutes sociétés, ayant un objet social identique, similaire ou connexe, ou favorisant ses activités ou facilitant la vente de ses produits ou services. La société peut en outre accomplir directement ou indirectement, par l'octroi de concessions, toute mission d'intérêt général ou public qui se rattache au présent objet.

2. Rapport

En exécution de sa mission et de son objet statutaire, la S.A. PDC a réalisé les activités suivantes en 2010 :

- elle a encadré et assisté la société d'exploitation GL events Brussels SA dans sa mission ;
- elle a participé aux Conseils d'administration de la société d'exploitation ;

- elle a observé la gestion des bâtiments ; les problèmes et défauts après rénovation ont été analysés et des solutions ont été recherchées pour les anomalies comme les infiltrations d'eau, les nuisances olfactives, les installations manquantes, etc. ; de nombreuses réunions ont été organisées avec les entrepreneurs, les organismes de contrôle, les architectes, les compagnies d'assurance et l'exploitant pour résoudre des problèmes souvent complexes ;
- elle a embauché un nouveau directeur général, qui assume un mandat à mi-temps depuis la mi-mai 2010 ;
- elle a fixé une politique pour la gestion financière, en particulier pour l'investissement de ses moyens de trésorerie ;
- l'exercice 2010 s'est clôturé avec une perte de 3.740.099 EUR. Les pertes reportées de 2004 à 2009 sont de 7.058.137 EUR, de sorte qu'après report de la perte de 2010, la perte reportée fin 2010 sera de 10.798.236 EUR et les fonds propres 21.955.302 EUR, ce qui ne met pas en cause la survie de la société.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	6.712	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	32.500
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	38	SUBSIDES EN CAPITAL	254
CRÉANCES	4.924	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-10.798
PLACEMENTS TRÉSORERIE	15.710	DETTES	542
COMPTES DE RÉGULARISATION – ACTIF	1.755	COMPTES RÉGULARISATION – PASSIF	6.642
TOTAL	29.139	TOTAL	29.139

SBI

1. Activité

Le cofinancement à moyen ou long terme d'investissements productifs à l'étranger d'entreprises belges, essentiellement en faveur des PME en phase d'expansion ou possédant un potentiel important de croissance.

2. Rapport de gestion

A la clôture de l'exercice comptable 2010, le portefeuille comptait 21 projets qui ont été réalisés aux côtés de 18 partenaires industriels belges (dont 11 PME). Le portefeuille global de la SBI (y compris certains fonds de tiers) s'élève à 22,5 millions EUR, principalement investis sous la forme de capital à risque (80 %) dans des pays émergents (62,5 %). La trésorerie s'élève à 18,618 millions EUR. L'exercice 2010 affiche un résultat net positif de 886.324 EUR.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	64	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	32.970
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	12.280	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	1.980
CRÉANCES	5.424	DETTES	2.172
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	18.618		
RÉGULARISATION	735		
TOTAL	37.122	TOTAL	37.122

SN AIRHOLDING

1. Activité

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, d'acquérir et/ou de détenir des intérêts et des participations dans toute société active dans le domaine du transport aérien ou dans les domaines qui y sont liés.

La société a également pour objet la prestation de tout type de service de support ou d'assistance à des compagnies aériennes.

2. Rapport

L'exercice a été marqué principalement par l'intégration progressive de la compagnie dans le groupe Lufthansa.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	22	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	127.475
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	179.375	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	1.748
CRÉANCES	2.548	DETTES	146.566
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	93.844		
TOTAL	275.789	TOTAL	275.789

SONACA

Après avoir connu deux années plus moroses à la suite de la crise financière de 2008, le marché aéronautique s'est redressé au cours de l'année 2010. Les commandes enregistrées par tous les constructeurs sont en progression sensible et les carnets devraient assurer une activité importante durant les prochaines années.

L'amélioration de la situation financière des compagnies aériennes reste cependant très lente, la croissance du trafic étant perturbée par les prix élevés du carburant, l'instabilité politique dans différentes régions du monde, les politiques d'austérité budgétaire et les événements dramatiques du Japon, ce qui doit inciter à la prudence en matière de projection à moyen terme.

Les conséquences de cette situation ont été positives pour le groupe SONACA, l'activité progressant en volume de près de 15 % par rapport à 2009, légèrement plus que prévu au budget, mais restant toujours en retrait de 23 % sur celle enregistrée en 2008.

Le redressement entamé en 2009 a pu se poursuivre, les ventes et prestations s'accroissant de 11 %, le résultat d'exploitation progressant de près de 35 millions EUR (vue consolidée) par rapport à l'année précédente et la perte de l'exercice étant contenue à 15,9 millions EUR, soit un niveau inférieur à celui budgété. La réduction des frais fixes liée à la mise en œuvre du plan social convenu en 2009 et, plus marginalement, les améliorations de productivité ont sorti leurs effets, lesquels, au niveau du groupe, ont cependant été atténués par une rentabilité temporairement insatisfaisante de certaines filiales, confrontées en 2010 à des fluctuations fortes de leur charge, des modifications de leur schéma industriel et des parités monétaires défavorables.

La politique rigoureuse suivie en matière d'investissements et de gestion des encours et fonds de roulement, conjuguée avec un rythme de dépenses plus lent que prévu sur les nouveaux programmes, a par ailleurs permis de maintenir la trésorerie à un niveau de plus de 50 millions EUR (vue SONACA SA), bien au-delà des prévisions du plan pluriannuel.

Au-delà de ces résultats financiers bien orientés en regard de ses objectifs, la société, engagée sur pas moins de cinq nouveaux programmes importants d'AIRBUS, EMBRAER et BOMBARDIER, a respecté ses engagements à la satisfaction de ses clients, malgré des plannings très tendus et en y consacrant près de 28 millions EUR sur l'exercice.

L'année 2011 devrait permettre au Groupe d'enregistrer de nouveaux progrès en termes de rentabilité au niveau de chacune de ses composantes, dans le cadre d'une activité soutenue assurant l'emploi de près de 2.000 personnes dont 1.400 à Gosselies, et ce, pour autant que les pressions inflationnistes restent modérées.

C'est dans ce contexte positif pour l'entreprise et ses perspectives que l'Actionnaire majoritaire poursuit ses discussions visant à l'élargissement de l'actionariat. Cette démarche de l'Actionnaire principal répond au souhait exprimé par le Conseil d'administration de consolider SONACA au travers d'un partenariat lui apportant des moyens financiers additionnels contribuant activement à sa guidance stratégique et lui offrant dès lors de meilleures possibilités pour poursuivre un développement riche en potentialités pour tous ses collaborateurs et partenaires.

SOPIMA

1. Activité

La Sopima a pour objet social toutes les opérations immobilières. Elle gère des immeubles administratifs dont elle est propriétaire et qui sont destinés à la location. Elle réalise des rénovations, généralement lourdes, d'immeubles de bureaux.

2. Rapport

La correction des défauts relevés lors de la réception provisoire des travaux de gros œuvre relatifs à la rénovation de l'Hôtel des Douanes (Tour et Taxis) a été effectuée. Le monitoring annuel, imposé par Bruxelles-Environnement, du sous-sol de cet immeuble n'a révélé aucune anomalie.

Un projet de lotissement d'un terrain situé à Hasselt, Bosstraat a été étudié. Une demande de permis de lotir a été introduite. Elle a été modifiée après un premier examen administratif. Un échange de terrains a été proposé à la Régie des Bâtiments afin d'optimiser la forme des parcelles dont l'État et la Sopima sont respectivement propriétaires à l'endroit précité.

La société a mené à bien les travaux de réaménagement des locaux qu'elle occupe dans l'immeuble du 35, Square de Meeûs à Bruxelles, travaux consécutifs à sa décision de prendre en location une surface réduite à l'occasion du renouvellement du bail.

La société a effectué au profit de la SFPI une large mission d'assistance dans la recherche, la prise en location et l'aménagement de nouveaux locaux. Elle a aussi étudié et préparé la remise en état des locaux quittés par cette dernière.

Une étude a été entamée en vue de la rénovation des toitures d'un complexe de bureaux situé à Charleroi que la société donne à bail à la Régie des Bâtiments.

Un travail préparatoire a été effectué en vue d'une fusion entre la S.A. FIF-FSI et la Sopima sous l'égide de la SFPI. Ce dossier reste suspendu à une décision gouvernementale.

Le Tribunal qui devait trancher le litige avec l'administration fiscale au sujet d'intérêts de retard en raison du non-emploi de plus-values réalisées sur des ventes d'immeubles se rapportant à l'exercice d'imposition 2006 a décidé de joindre ce litige au litige similaire qui se rapporte à l'exercice 2007 et de reporter l'ensemble du dossier à septembre 2013.

3. Bilan abrégé au 30/06/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	5.543	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	120.909
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	11.505	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	165.166
CRÉANCES	7.336	DETTES	10.317
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	272.416	COMPTES DE RÉGULARISATION	773
COMPTES DE RÉGULARISATION	365		
TOTAL	297.165	TOTAL	297.165

TECHSPACE AERO

I. Activité Commerciale

Production militaire

L'activité de production militaire a été globalement d'un niveau inférieur à celui de 2009, cette activité portant essentiellement sur la production en sous-traitance de pièces de moteurs F100 de Pratt & Whitney et F110 de General Electric. L'année 2010 aura en outre été marquée par la fin des travaux de développement du programme TP400 et de la réalisation des tests de qualification sur les bancs d'essai au fort de Liers.

Production civile

En termes de volume, l'activité 2010 a été très légèrement inférieure à celle de l'année 2009, mais supérieure aux prévisions initiales. Cette diminution est surtout imputable aux ventes de pièces de rechange qui ont souffert d'une part de la baisse du trafic aérien suite à la crise financière de 2008 et d'autre part de l'optimisation de la politique de maintenance de la part des compagnies aériennes. Sans négliger tout risque pour le futur, les effets de cette crise semblent passés. Les prévisions de vente d'avions ont été revues à la hausse à moyen/long terme et les principaux avionneurs affichent un important carnet de commandes. 2010 a été également marquée par de nouveaux retards dans le développement du programme Boeing 787 et par la lente montée en cadence de l'Airbus A 380. Les perspectives restent favorables tant sur les programmes à maturité (CFM56) que sur les nouveaux programmes dans lesquels Techspace Aero s'est engagée depuis quelques années (notamment le GEnX). Un point majeur de l'année est l'accélération du calendrier d'introduction du futur successeur du CFM56, dénommé LeapX. En outre, 2 programmes se concrétisent sur le court terme : le NG34 pour General Electric et le Sivercrest pour Snecma.

Production spatiale

Le chiffre d'affaires de l'activité (production et études) est resté stable en 2010 même si l'activité de production

est en diminution. Forte croissance de l'activité R&T sur les moteurs Vinci et Score et démarrage d'activité R&T avec Astrium sur des vannes de moteur à propergol stockable.

Bancs d'essai (Turbine facilities) :

L'année 2010 se situe à un niveau historiquement haut en termes de chiffre d'affaires consolidé (Cenco Inc et Techspace Aero). On note la part importante de Rolls Royce dans l'ensemble des commandes reçues portant sur de gros bancs d'essai.

2. Investissements et activités industrielles

Production & Personnel

Stabilité de la charge pilotée en 2010. Des actions majeures de productivité sont déployées ainsi que le renforcement de nouvelles synergies Groupe dans le domaine des achats et des activités dites « support ». En février 2010, Techspace Aero a pris une participation majoritaire dans la société américaine A.C.I basée à Miami, spécialisée dans la conception et la réalisation de réservoirs d'huile en acier. Les effectifs inscrits s'élèvent à 1.216 personnes, pour 1.209 fin 2009. La forte croissance de l'activité R&D a nécessité l'embauche d'ingénieurs supplémentaires. La formation du personnel représente 4,1 % de la masse salariale.

Développement & Industrialisation

Les travaux de développement ont porté principalement sur le booster GEnX PiP2 et sur la finalisation des projets TP400, CF34-10A, module de lubrification GTF. L'activité technique a porté quant à elle sur l'industrialisation des pièces GP7000, GEnX PiP2, GTF et des nouvelles aubes du CFM56-7 ainsi que sur le support aux développements R&T.

Recherche & Technologie

Forte progression de l'effort dans le domaine des compresseurs afin de proposer des technologies novatrices sur les futurs moteurs LeapX et NG34. 2 axes majeurs sont étudiés : l'utilisation des matériaux composites et le développement du concept breveté du BluM. Dans le domaine des équipements : étude de nouvelles pompes et monitoring de la consommation d'huile. Enfin, il faut noter une participation active dans le pôle de compétitivité Skywin du « Plan Marshall » de la Région wallonne.

Techspace Aero a réalisé en 2010 des investissements corporels et incorporels à concurrence de 8,5 millions d'EUR, en forte diminution par rapport à 2009 vu la baisse des dépenses de développement et la limitation des investissements en équipements et infrastructure principalement à des investissements de remplacement. Les principaux investissements finalisés ou en cours d'exécution sont les suivants :

- recherche & développement sur les nouveaux programmes : 1,5 million d'EUR ;
- acquisitions de nouveaux aménagements et installations d'équipements de production : 6,7 millions d'EUR.

3. Analyse du compte de résultats

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 318,1 millions EUR en 2010 pour 318,3 millions EUR en 2009. À parité euro/dollar constante et périmètre identique, la tendance est très légèrement baissière.

Le résultat d'exploitation s'élève à 14,3 millions EUR (4,5 % du chiffre d'affaires) à comparer à 22,3 millions EUR en 2009. Il a été marqué en 2010 par la baisse des revenus rechange du CFM56, une hausse des dépenses R&T et la constitution de nouvelles provisions pour pertes à terminaison et prépensions.

Le résultat financier s'établit à 1,3 million EUR pour 0,3 million EUR en 2009. Cette évolution provient essentiellement de la hausse des amortissements des subsides en capital.

En matière d'instruments financiers, Techspace Aero s'appuie sur une gestion du risque de change centralisée au niveau du Groupe.

L'impôt des sociétés calculé au titre de 2010 s'élève à 3,3 millions EUR (pour 4,2 millions EUR en 2009).

Techspace Aero clôture l'exercice avec un résultat net de 12,5 millions EUR en 2010 (3,9 % du chiffre d'affaires) contre 18,5 millions EUR en 2009 (5,8 % du chiffre d'affaires).

Le Conseil n'a pas connaissance d'événements ultérieurs à la clôture de l'exercice qui modifieraient de manière significative les résultats présentés ci-dessus.

4. Affectation bénéficiaire

Au terme de l'exercice 2009, le solde disponible pour affectation s'élève à 136,2 millions EUR soit le bénéfice de l'exercice à affecter de 12,5 millions EUR, majoré du report à nouveau de 123,7 millions EUR.

Le Conseil d'Administration propose l'affectation bénéficiaire suivante :

- Distribution d'un dividende brut de 1,00 EUR par action : 7,6 millions EUR.
- Bénéfice à reporter : 128,6 millions EUR.

Sur base de cette proposition, les fonds propres s'établiraient à 190,8 millions EUR, soit 38 % du total du bilan.

5. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	85.588.841	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	54.889.224
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35.355.656	SUBSIDES EN CAPITAL	1.831.584
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	7.568.084	RÉSERVES	5.488.923
STOCKS	99.065.381	RÉSULTATS REPORTÉS	128.562.623
CRÉANCES	105.565.183	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	88.691.12
VALEURS DISPONIBLES	167.885.136	DETTES À PLUS D'UN AN	69.152.263
COMPTES DE RÉGULARISATION	113.342	DETTES À UN AN AU PLUS	151.746.731
		COMPTES DE RÉGULARISATION	779.147
TOTAL	501.141.623	TOTAL	501.141.623

6. En synthèse

L'année 2010 se caractérise pour Techspace Aero par les principaux éléments suivants :

- un marché aéronautique qui repart à la hausse plus vite que prévu ;
- une stabilité du chiffre d'affaires en euros courants et une très légère baisse à parité euro/dollar constante ;
- une forte diminution des revenus rechange liée à la baisse du trafic aérien qui a suivi la crise financière de 2008 ;
- une stabilité de l'activité industrielle et de nouveaux reports de livraison sur les programmes GenX ;
- un calendrier d'introduction du successeur du CFM56 qui s'accélère avec le lancement de l'Airbus A320 NEO, nécessitant l'intensification du plan de Recherche et Technologie permettant de proposer plus rapidement des évolutions innovantes ;
- un conflit social qui a paralysé les activités de la société pendant 3 semaines ;
- une progression satisfaisante des actions de progrès ;
- la prise de participation majoritaire dans la société américaine ACI spécialisée dans les réservoirs d'huile ;
- des résultats financiers inférieurs à ceux de 2009, mais supérieurs aux prévisions budgétaires.

7. Perspectives

Dans un environnement marqué par une forte volatilité des prix des matières premières, une forte pression sur les prix de vente et une fluctuation constante de la parité euro/dollar, Techspace Aero entend poursuivre et amplifier ses actions de progrès visant à adapter sa structure de coûts, ses schémas industriels, sa politique d'achats et sa politique financière. Ce qui lui permettra d'atteindre ses principaux objectifs industriels et financiers. L'évolution de la structure financière de la société reste bonne à moyen terme.

ZEPHYR-FIN

1. Actions juridiques contre SAIRGROUP, SAIRLINES, SWISSAIR INTERNATIONAL FINANCE III et d'anciens administrateurs de ces sociétés

Au cours de l'exercice écoulé, la société a poursuivi les actions intentées contre SAirGroup et diverses sociétés de son groupe, actions évoquées dans les précédents rapports, tout en se réservant la possibilité d'introduire une action en dommages et intérêts contre les administrateurs de SAirGroup et SAirLines pour les fautes commises dans la négociation et la conclusion de plusieurs conventions.

D'une part, la société a poursuivi, avec la SFPI et l'État belge, l'action intentée à Bruxelles contre SAirGroup, SAirLines, ainsi que Swissair International Finance III, en vue d'obtenir notamment la condamnation de SAirGroup et SAirLines à réparer le dommage causé par leurs fautes et l'extinction de la créance issue du prêt que SAirGroup a accordé à la SFI en 1995. La cour d'appel de Bruxelles a rendu son arrêt le 27 janvier 2011.

Elle décide que SAirGroup et SAirLines ont violé les conventions de janvier et du 2 août 2001, mais ne condamne SAirGroup et SAirLines qu'à un montant de 283.276,58 EUR, rejette divers postes de dommage et sursoit à statuer sur les manquements au SMA de 1995 et sur le remboursement du prêt octroyé par SIF III à la SFPI. Zephyr-Fin ainsi que l'État belge et la SFPI ont décidé d'introduire un pourvoi en cassation contre cet arrêt.

D'autre part, dans le cadre du litige relatif à la contestation de l'état de collocation établi par les liquidateurs de SAirGroup et SAirLines, le tribunal de première instance de Zurich a, par une décision du 22 février 2011, rejeté purement et simplement les demandes de la SFPI, de l'État belge et de Zephyr-Fin. Zephyr-Fin, avec l'État belge et la SFPI, ont interjeté appel de cette décision, le 1^{er} avril 2011.

Par ailleurs, dans le cadre du second volet de l'enquête pénale ouverte en Suisse (essentiellement consacré à l'examen du respect par les organes de SAirGroup et SAirLines des normes comptables applicables), le Parquet de Zurich a prononcé trois ordonnances de classement. Le 5 novembre 2008, Zephyr-Fin ainsi que l'État belge et la SFPI ont introduit un recours contre ces ordonnances devant la cour d'appel de Zurich. Le 6 mai 2010, la cour d'appel de Zurich a déclaré ce recours irrecevable à défaut d'intérêt.

2. Rapport

L'exercice comptable se clôture par une perte de 1.145.168,97 EUR.

Cette perte résulte essentiellement de la prise en charge par la société, des honoraires d'avocats relatifs au procès de la Sabena, et ce, à concurrence du pourcentage détenu par Zephyr-Fin dans la Sabena. Rappelons que ces honoraires étaient auparavant entièrement pris en charge par la maison mère SFPI.

Conformément à l'article 96.6° du Code des Sociétés, le conseil indique que, tenant compte des fonds propres et vu que la société n'a plus d'activité, la trésorerie permet momentanément de faire face aux charges relatives au procès Sabena.

Toutefois, en application de l'article 633 du Code des Sociétés, une augmentation de capital devra être opérée, si en raison de la prise en charge des honoraires d'avocats relatifs au procès Sabena, l'actif net, 1.244.727,70 EUR au 31 décembre 2010, était réduit à un montant inférieur à la moitié du capital, soit 973.500 EUR.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	100	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	1.947.000
CRÉANCES	13.815	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-702.272
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET VALEURS DISPONIBLES	1.632.153	DETTES	401.340
TOTAL	1.646.068	TOTAL	1.646.068

02

Portefeuille
Société d'investissement

CISSOID

1. Activité

Cissoid est une société active dans le domaine de la conception et de la vente de semi-conducteurs et circuits intégrés qui résistent à des températures extrêmes. Elle conçoit, développe et commercialise, mais sous-traite une partie de la production. Elle dispose également d'une activité de consultance en la matière.

La SFPI détient 952.381 actions B (soit 24,16 % du capital) de la société, ainsi que 238.095 warrants depuis l'augmentation de capital intervenue le 20 juillet 2010.

2. Rapport*a) Évolution des affaires :*

Les comptes 2010 se clôturent sur une perte d'exploitation de 804.000 EUR, ce qui constitue un résultat meilleur que celui attendu au départ du BP sur la base duquel la SFPI est entrée dans Cissoid (chiffre d'affaires conforme, mais EBITDA bien meilleur). Cette bonne performance, quoique négative, repose sur une bonne structure des coûts, un élargissement de la gamme des produits (12 nouveaux produits en 2010) et la confirmation de Cissoid en tant que leader pour les chips devant fonctionner à des températures extrêmes. La fiabilité et la durabilité des solutions Cissoid en font une valeur sûre. Ceci a permis de poursuivre la croissance de la vente de produits, soit 124 % en base annuelle. La marge brute d'exploitation est positive en 2010 pour la 1^{re} fois. Suite à l'augmentation de capital de l'été 2010, la perte reportée existante à la fin 2009 a été apurée à concurrence de 3,3 millions EUR. La situation de la trésorerie de la société est excellente et lui permet de poursuivre la réalisation de son BP.

b) Perspectives :

Pour 2011, les premiers résultats de commande sont encourageants et dépassent les plus hauts montants enregistrés en 2010. Toutefois, le CA a décidé de réserver une attention particulière à quelques facteurs pouvant altérer la croissance attendue :

- arrivée de nouveaux concurrents : intérêt de grands groupes électroniques pour le segment de la haute température et développement en interne de solutions maisons par des groupes d'équipementiers (Schneider, Toyota) ;
- sécurisation de la chaîne d'approvisionnement en matières (silicium, etc.) ;

- renforcement de la chaîne de distribution des produits ;
- examen d'un possible positionnement sur un autre segment de marché afin de diversifier le portefeuille Cissoïd ;
- volonté de demeurer attractif pour s'assurer l'accès aux ressources humaines nécessaires pour sécuriser la production Cissoïd.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1.459.311,30	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	4.162.183,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	151.170,77	SUBSIDES EN CAPITAL	216.258,84
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	452,42	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	(803.798,65)
STOCKS	282.523,10	DETTES À PLUS D'UN AN	2.9934,22
CRÉANCES	1.098.142,22	DETTES À UN AN AU PLUS	1.403.009,45
VALEURS DISPONIBLES	2.830.505,42	COMPTES DE RÉGULARISATION	835.500,54
COMPTES DE RÉGULARISATION	17.982,17		
TOTAL	5.840.087,40	TOTAL	5.840.087,50

ELECTRAWINDS

I. Activité

Electrawinds est un leader belge de la fabrication de courant écologique, avec une grande expérience de la conception, de la construction et de l'exploitation de parcs d'éoliennes, de centrales de biomasse et d'installations solaires. En tant que producteur de courant écologique, l'entreprise veut devenir un acteur-clé sur le marché de l'énergie belge, voire européen. La société d'électricité compte actuellement 240 collaborateurs.

Electrawinds est active dans 10 pays différents et a des projets opérationnels en Belgique, en Italie, en France, en Roumanie et en Afrique du Sud. L'entreprise de courant écologique est également impliquée dans le développement de deux parcs d'éoliennes offshore en Belgique, dans les projets Seastar et Rentel qui ont été intégrés au centre de connaissances belge Otary en 2011.

Electrawinds choisit diverses sources d'énergie (vent, biomasse et solaire), diverses technologies (biocarburant, biovapeur...) et l'internationalisation. Les projets réalisés sont exploités plus avant par la société. L'entreprise recherche en permanence l'amélioration et l'optimisation des installations existantes.

En 2010, Electrawinds a créé un département Innovations qui assure de nouveaux flux de biomasse et qui étudie de nouvelles technologies. Ainsi, Electrawinds fait partie du projet d'étude Flansea, qui étudie la production d'électricité à partir du déferlement des vagues. Pour cela, Electrawinds travaille avec des partenaires réputés comme l'Université de Gand et l'entreprise de dragage DEME.

En tant que compagnie d'électricité écologique, Electrawinds a un rôle d'exemple social et cherche à atteindre un impact minimal sur l'homme et l'environnement lors de la production d'énergie. Electrawinds prône une communication ouverte et veut être un ambassadeur digne du secteur des énergies renouvelables.

2. Rapport

Electrawinds a clôturé l'exercice comptable 2010 avec un total des produits de l'entreprise de 110,4 millions EUR, ce qui représente une hausse importante par rapport à l'année précédente (79,8 millions EUR en 2009). La puissance installée en 2010 a pratiquement doublé, passant de 123,8 MW à 202,2 MW. Ainsi, Electrawinds dépasse pour la première fois le cap des 200 MW.

Cette forte croissance est due au lancement de nouveaux parcs d'éoliennes en Belgique, en France, en Roumanie et en Afrique du Sud. A l'automne 2010, Electrawinds a également mis en service une quatrième centrale de biomasse, Greenpower à Ostende.

De plus, l'internationalisation croissante ne passe pas inaperçue. En décembre 2010, 42 pour cent de la puissance installée provient d'unités de production situées à l'extérieur de la Belgique. En 2009, ce chiffre était encore de 22,9 pour cent. A la fin de l'année 2010, l'internationalisation s'est également reflétée dans l'actionnariat, étant donné que le groupe français Demeter Partners est entré dans le capital d'Electrawinds pour un montant de 15 millions EUR.

Le résultat d'exploitation a connu une croissance très importante et a atteint 17,4 millions EUR (contre 4,2 millions EUR en 2009). L'augmentation du nombre de parcs d'éoliennes mis en service et les plus-values réalisées par la vente de certains projets d'éoliennes ont contribué à ce très bon résultat. À l'avenir, Electrawinds financera également la poursuite de sa rapide croissance en partie en acceptant des investisseurs en tant qu'actionnaires minoritaires dans certains parcs opérationnels.

Le cash flow de l'entreprise a atteint 7,9 millions EUR contre 20,5 millions EUR l'année passée, mais cela s'explique par le départ d'Electrawinds du parc offshore Eldepasco le 31 décembre. Sans ce retrait, le cash flow de l'entreprise aurait atteint 27,9 millions EUR.

Electrawinds a pour ambition de poursuivre sa croissance rapide, ce qui s'illustre par le fait que le total des investissements en 2010 s'élève à plus de 95 millions EUR contre 85,4 millions EUR en 2009.

Les beaux résultats se reflètent également dans le bénéfice net de l'exercice comptable, qui a atteint 3,7 millions EUR pour une perte nette de 2,2 millions EUR en 2009.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	6.233,00	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	67.182,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	97.298,00	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	10.058,00
STOCKS	4.683,00	DETTES	142.539,00
CRÉANCES	87.313,00	COMPTES DE RÉGULARISATION	1.448,00
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS	19.486,00		
COMPTES DE RÉGULARISATION	6.213,00		
TOTAL	221.226,00	TOTAL	221.227,00

FIDENTIA GREEN BUILDINGS

I. Activité

Fidentia Green Buildings est un fonds dont l'objectif est de lever 140 millions de capital à risque, ventilés 50/50 entre capital/emprunt subordonné.

Ce fonds est gouverné par les principes suivants :

- investissement dans des buildings à usage principal de bureaux ;
- les immeubles doivent être sis en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne, en France ou aux Pays-bas ;
- le fonds investit uniquement dans des immeubles dont la performance « énergétique » fait l'objet d'une certification ;
- le Fonds s'investit dès la conception et la construction, par la reconstruction, de l'immeuble (cible = bâtiment neuf).

À la suite d'une augmentation de capital en 2009, la SFPI a investi 6 millions EUR dans la SCA FGB, 3 millions sous forme d'une prise de participation et 3 millions sous forme d'obligations subordonnées. À la suite de cette opération, le capital de la SCA FGB s'élève à 14.062.000 EUR et est représenté par 14.062 titres.

Fidentia Green Buildings possède le premier immeuble en Belgique bénéficiant d'une certification environnementale : le SOLARIS à 1000 Bruxelles, récompensé par le prix « Green BUILDING » au MIPIM 2010 et par le prix belge de l'énergie et de l'environnement dans la catégorie « ECO BUILDING ».

2. Rapport

La commercialisation de l'immeuble « SOLARIS » s'est poursuivie. L'immeuble est loué à concurrence de 4500 m² par la société d'avocats NAUTADUTILH pour une durée de 13 ans et de 1110 m² par la société d'investissement ATLAS pour une durée ferme de 9 ans. Des négociations se poursuivront pour la prise en location du solde des surfaces.

En avril 2010, Fidentia Green Buildings SCA et Pylos Europe ont conclu un accord en vue de l'acquisition et de la transformation en « green building » d'un immeuble de bureaux situé à Bruxelles, Avenue Louise 143. Fidentia Green Buildings a mis à disposition de la S.A. E-Lite un montant de 6.300.000 EUR, sous la forme d'un prêt subordonné, afin de contribuer au financement de l'acquisition de l'immeuble, qui sera transformé fondamentalement et comprendra environ 6.000 m² de surfaces locatives à destination de bureaux, 800 m² de locaux d'archives, environ 60 emplacements de parkings intérieurs, et de nombreux emplacements pour vélos. Il est prévu de réceptionner l'immeuble transformé au cours du premier semestre 2012.

Le résultat comptable au 31 décembre 2010 est une perte de 915.503,80 EUR.

Compte tenu d'une perte reportée de 1.699.734,69 EUR, la perte à affecter s'élève à 2.615.238,49 EUR.

La perte reportée de Fidentia Green Buildings est générée notamment par la prise en charge des frais liés à l'acquisition des actions de la SA Hippogone. Cette prise en charge n'est pas récurrente.

Les pertes de l'exercice sont générées principalement par les frais d'acquisition de la SA E-Lite et au paiement des frais financiers (obligations subordonnées et frais bancaires).

La situation financière de la société se rétablira par les revenus générés par ces participations.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	24.245,519	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	14.062,000
CRÉANCES	1.053,484	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	(2.615,238)
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE VALEURS DISPONIBLES	154,599	DETTES	14.008,042
COMPTES DE RÉGULARISATION	1,200	COMPTES DE RÉGULARISATION	3,422
TOTAL	25.454,804	TOTAL	25.454,804

IRE ELIT

1. Activité

L'IRE Elit est une filiale de l'Institut des Radio-Eléments créée en juin 2010, dans laquelle la SFPI a acquis une participation à concurrence de 49,90 % et à laquelle la SFPI s'est engagée à allouer un emprunt obligataire pour un montant global de 7,2 millions EUR. Une tranche de 5.040.000 EUR de l'emprunt a été attribuée en juillet 2010.

Cette filiale IRE Elit a vocation à développer 2 secteurs/activités en particulier :

- la production de radio-isotopes pour les applications radiopharmaceutiques (unité RP) ;
- les services d'analyse, de surveillance et d'assistance au démantèlement de sources nucléaires (unité BUS).

2. Rapport

Le résultat 2010 s'inscrit en négatif pour +/- 424.000 EUR alors que le business plan de base prévoyait une perte de 573.000 EUR. Si le résultat semble meilleur que prévu, il n'en demeure pas moins que :

- le chiffre d'affaires de l'unité BUS est inférieur à celui initialement projeté ;
- les meilleurs chiffres en dépenses d'exploitation sont attribuables à une procédure lente d'obtention des autorisations pour l'unité RP et donc impacte à la baisse les dépenses d'investissements (post-posées en 2011/2012). Il n'en demeure pas moins que les investissements atteignent pour la chaîne de production, le montant de 803.000 EUR.

En 2010, la société a procédé à l'engagement d'une personne chargée d'améliorer l'organisation et le mode de fonctionnement de l'unité BUS.

3. Perspectives

a) Unité RP : Pour 2011, le délai plus long qu'initialement projeté pour la mise en œuvre (obtention des autorisations) de l'unité RP impacte négativement le chiffre d'affaires attendu de celle-ci. Par ailleurs, IBA a décidé de ne plus confier à IRE Elit la production d'YTTRIUM-90 en vue de satisfaire le marché BAYER. Au vu de ces éléments, le CA de l'IRE Elit a mis sur pied un monitoring afin de suivre régulièrement l'évolution des 2 projets actuellement développés sur le site afin, notamment, d'en surveiller les conséquences sur la trésorerie de la société.

b) Unité BUS : Pour 2011, les perspectives sont bonnes et devraient permettre à l'unité de rencontrer l'objectif du BP. Toutefois, il importe de relever ce qui suit :

- importance pour l'unité d'obtenir l'accréditation de l'AFCN pour les missions de surveillance du territoire (le contrat vient à échéance en 2012) ;
- importance pour l'unité d'obtenir, tant d'un point de vue local qu'informatique, une autonomie lui permettant de répondre plus efficacement et plus rapidement aux demandes d'analyse ;
- importance d'une maîtrise accrue des coûts de fabrication de la « balise » développée par l'unité et aussi d'une simplification/rationalisation des procédures à suivre pour mener les analyses.

4. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	9.308.214,07	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	8.500.000,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1.000,00	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	(423.969,39)
STOCKS	55.633,97	DETTES À PLUS D'UN AN	4.320.000,00
CRÉANCES	1.441.800,44	DETTES À UN AN AU PLUS	1.991.859,31
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	3.109.353,70	COMPTES DE RÉGULARISATION	41.181,76
VALEURS DISPONIBLES	504.271,31		
COMPTES DE RÉGULARISATION	9.798,19		
TOTAL	14.429.071,68	TOTAL	14.429.071,68

NAVITELL

1. Activité

Navitell se spécialise dans la technologie qui peut rendre accessible les « histoires audiovisuelles » par a) ordinateur et b) divers appareils mobiles au bon endroit, au bon moment et pour le bon groupe cible.

A cet effet, Navitell développe une plateforme centralisée de récits (www.storynations.com) accessible par ordinateur et par le biais de smartphones. Sur cette plateforme de base, plusieurs technologies interviennent pour activer les histoires sur un appareil mobile : (1) par câble ; (2) par Bluetooth ; (3) par la technologie QR (Quick Response) complétée par le module Navitell « Mobile Zap » ; (4) par Augmented Reality (StoryNations sur Layar) et (5) par le biais de la technologie internationale unique ASP (Automatic StoryPlay d'histoires sur les appareils Google Android par connexion avec des satellites). Cette plateforme d'histoires est également vendue en tant que produit blanc à des entreprises tierces qui veulent intégrer cette technologie à leur IT.

En outre, Navitell développe un StoryBuilder grâce auquel la plateforme www.storynations.com ne sera plus seulement un lieu où trouver des histoires audiovisuelles, mais également où les créer et les publier. Ainsi, de simples conteurs de qualité auront la chance de proposer leurs histoires mobiles auditives et audiovisuelles sur la plateforme. En outre, un Admanager sera également autorisé. Il permettra aux publicitaires d'associer leurs bons de réduction et leurs coupons mobiles aux histoires.

2. Rapport

Le 18 décembre 2008, Navitell a reçu une injection de capitaux de la Société fédérale de Participations et d'Investissement pour développer la plateforme de contenu sur Internet StoryNations.

Depuis juillet 2009, une première version d'essai de la plateforme d'histoires fonctionne. Les expériences de la première version ont conduit à la création de StoryNations 2.0. Plusieurs éléments novateurs ont bénéficié d'une subvention d'IWT. StoryNations 2.0 a été présenté au public en diverses étapes à partir de mi-mai 2010. Actuellement, Navitell prévoit le lancement de StoryBuilder au T4 2011 et de l'Admanager au T2 2012.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	489.226,32	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	329.365,35
STOCKS	6.232,22	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	(597.251,44)
CRÉANCES	164.398,03	PROVISIONS RISQUES	50.000,00
LIQUIDITÉS ET COMPTES DE RÉGULARISATION	4.498,72	DETTES	882.241,38
TOTAL	664.355,29	TOTAL	664.355,29

VESALIUS BIOCAPITAL I

I. Activité

Vesalius Biocapital I SA Sicar a été constituée en 2007 sous forme de société de capital-risque. Son but est d'investir dans des entreprises émergentes et des entreprises plus matures du secteur des biotechnologies, pour lesquelles ont été clairement cernées les possibilités de création de valeur à court et moyen terme.

Les cibles de Vesalius Biocapital sont les suivantes : (i) approches nouvelles en matière de développement de médicaments et d'outils de diagnostic bénéficiant d'un argument de vente exceptionnel et compétitif ainsi que d'un potentiel de marché attrayant ; (ii) technologies d'administration des médicaments et de thérapie cellulaire axées sur des marchés à croissance rapide ; (iii) conception de nouveaux équipements dotés de caractéristiques structurelles et fonctionnelles intelligentes et qui ouvrent la voie à de nouvelles applications de technologie médicale ; (iv) dispositifs médicaux innovants ; (v) technologies de pointe en matière de plateformes, susceptibles de représenter une avancée majeure et (vi) toute autre innovation fondamentale dans le domaine de la santé, à condition que le mécanisme d'acquisition de valeur ait été clairement défini.

Vesalius Biocapital investit généralement en vue d'une cession de ses participations dans un délai de 4 à 8 ans. Vesalius Biocapital se positionne davantage comme le chef de file ou le co-chef de file pour ses placements au sein d'un syndicat de placement.

2. Rapport

Durant l'exercice 2010, Vesalius Biocapital a investi dans quatre sociétés pour un montant total de 4.209.338 EUR, dont une nouvelle participation en Complix SA. Complix SA est une très jeune entreprise localisée à Hasselt et active dans le développement d'alphabodies, une nouvelle catégorie de molécules biopharmaceutiques susceptibles d'obtenir de meilleurs résultats que les thérapies protéomiques actuelles.

Il y a eu trois investissements de suivi durant l'exercice 2010 : en Promethera Biosciences SA, en Activaero GmbH et en Skyline Diagnostics BV.

Vesalius Biocapital a également réalisé un investissement de suivi en Vesalius Biocapital Arkiv NV.

Au-delà des produits déjà perçus en 2009 à l'occasion du désinvestissement de Fovea Pharmaceuticals SA, Vesalius Biocapital a pu bénéficier de produits supplémentaires liés à cet exit au terme de l'exercice 2010. Ces produits ont été versés sans délai aux actionnaires.

Suite à la réalisation de milestones importants, Vesalius Biocapital a dû revoir la valorisation de son portefeuille. Ainsi, des plus-values ont été prises sur les participations en Genomic Vision SA et en Activaero GmbH. La moins-value prise l'année antérieure sur la valeur de Bienca SA a dû être revue à la hausse à l'instar des incertitudes persistantes quant au respect de son plan d'affaires et les litiges en cours avec le fondateur de Bienca.

L'année 2010 a été clôturée avec une perte nette de 247.073 EUR.

Dans le courant de l'exercice 2010, la société a clôturé sa commitment period, puisque 75 % du capital engagé ont été investis ou alloués à des projets spécifiques. Les engagements en matière de capital des actionnaires ont été maintenus à 100 %. Il n'y a pas eu d'appel de capitaux durant l'exercice.

Vesalius Biocapital poursuivra ses investissements durant la nouvelle année comptable 2011. Ainsi, des investissements de suivi ont déjà été réalisés au cours du premier trimestre en Activaero GmbH et en Bienca SA. Il y a eu également une nouvelle prise de participation, à savoir en Profibrix BV, une entreprise située à Leiden (Pays-Bas) qui est active dans le développement d'applications novatrices concernant la coagulation sanguine.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	18.749.514,00	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	35.016.605,00
CRÉANCES	118.130,00	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-5.891.017,00
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	10.434.526,00	DETTES	176.582,00
TOTAL	29.302.170,00	TOTAL	29.302.170,00

XYLOWATT

I. Activité

La société a pour objet l'étude, la conception, le développement, la fabrication, la commercialisation, la maintenance et la gestion de systèmes et de services de production d'énergie à partir de biomasse. Plus particulièrement elle se focalise sur la production de gaz au départ d'une biomasse ligneuse dans le domaine de la production de chaleur, mais surtout d'électricité.

En 2010, elle a fondé une filiale (Xylergy) dont le but est de financer et faire fonctionner des unités de production d'énergie sur la base de la technologie de XYLOWATT, et de vendre l'énergie produite à des clients finaux qui désirent acheter de l'énergie verte sans investir dans une infrastructure ou devoir la gérer.

La SFPI détient 9,10 % du capital de la société Xylowatt (soit 11.429 actions) et a mis à disposition de celle-ci, en vue de soutenir des projets à développer par la filiale Xylergy, des Obligations subordonnées pour un montant de 1 million EUR non appelé à ce jour (assorties de Warrants).

L'originalité des processus mis en place par XYLOWATT est le suivant :

- Gazéification du bois : après séchage, traitement par pyrolyse et réduction, les copeaux de bois sont transformés en un gaz h₂co qui, après filtrage et épuration, alimente des moteurs pour produire de l'électricité. Tout au long du processus, la chaleur dégagée et l'oxygène récupéré sont réutilisés pour alimenter la chaîne de production du gaz (NOTAR).
- Valorisation des bois traités, peints ou imprégnés (FLEXFUEL).

2. Rapport

Sur le plan exploitation et organisation

Le conseil d'administration de la société a validé le projet de réorganisation des structures de la société autour de 3 pôles : technologique – industriel – commercial/corporate. Cette redistribution a pour vocation de conforter le recentrage de la société vers une logique d'industrialisation et de commercialisation sans pour autant renoncer au renforcement de l'expertise technologique dans le domaine de la gazéification du bois.

Ceci a grandement contribué à l'obtention de résultats de plus en plus probants en termes de puissance, d'heures de fonctionnement et de fiabilité des centrales déjà installées soit Gedinne et Tournai. Même si, en 2010, les statistiques restent en deçà des attentes et ne permettent pas la réception des centrales mentionnées.

Par ailleurs, le début 2011 a vu se développer la technique dite d'oxygazéification qui doit permettre l'amélioration du fonctionnement des centrales tout en diminuant le coût d'installation.

Sur le plan commercial

Malgré les efforts fournis par le management commercial, il n'a pas été possible de finaliser, en 2010, les projets Mont-Godinne (hormis les aspects liés à l'installation de l'unité de cogénération qui, couplé au gaz de bois, permettra de produire de l'électricité et de la chaleur au départ de la biomasse ligneuse) et BWR (hormis les aspects permis d'exploitation IA et la confirmation du subside de la région Bruxelloise pour ce projet). Les perspectives restent encourageantes, car début 2011 des accords avec de grands acteurs comme Saint-Gobain et GDF Suez témoignent de l'attrait du procédé. La filiale Xylergy a également été constituée.

Activités en matière de recherches et développements

L'installation à l'UCL du prototype TGP (Test gasifier pilot) a permis de poursuivre toute une série de tests qui conduiront à l'accroissement, mais aussi à l'élargissement, des fonctionnalités des centrales, soit au travers d'une fiabilisation croissante des installations, soit par une diversification des produits qui les alimentent (boues de stations d'épuration, bois créosotés), soit par l'augmentation de la puissance de ces unités.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
FRAIS D'ÉTABLISSEMENTS	8.164,69	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	5.515.550,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.095.510,36	SUBSIDES EN CAPITAL	483.006,17
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	268.938,61	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	(3.174.848,49)
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	187.736,12	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	150.000,00
STOCKS	219.440,75	DETTES À PLUS D'UN AN	608.092,04
COMMANDES EN COURS	3.307.385,36	DETTES À UN AN AU PLUS	4.478.290,91
CRÉANCES	569.666,96	COMPTES DE RÉGULARISATION	8.000,98
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	199.519,76		
VALEURS DISPONIBLES	173.447,50		
COMPTES DE RÉGULARISATION	38.251,89		
TOTAL	8.068.091,61	TOTAL	8.068.091,61

Outre une perte reportée 2009 dont une partie avait été apurée via une réduction de capital en 2010 à concurrence de 4.000.000 EUR (capital initial de 9.515.550 – 4.000.000), la perte de l'exercice 2010 s'élève à 2.595.717,17 EUR pour porter le résultat reporté fin 2010 à une perte cumulée de 3.174.848,49 EUR. Ce résultat est essentiellement imputable à 4 éléments : mouvements de personnel à des postes

clés – non-signature des contrats de livraison de centrales – difficultés à maintenir en fonction des centrales obsolètes (coûts de maintenance) – difficultés à trouver des financements externes pour installer les nouvelles centrales.

La société arrive néanmoins à faire tourner les centrales les plus récentes en respectant à 80 % le cahier des charges en termes d'heures et de puissance de fonctionnement, à stabiliser son équipe managériale, à valider 2 développements nouveaux pour faire fonctionner les centrales et donc en diminuer les Capex et Opex.

ZILVER AVENUE PARTICIPATIEMAATSCHAPPIJ

I. Activité

Zilver Avenue Participatiemaatschappij (ZAPM) et ces filiales sont un groupe de services qui s'oriente spécifiquement vers le marché de personnes âgées. ZAPM commercialise des appartements-foyers pour seniors au travers d'un système unique de financement par obligations. Les clients de tout âge peuvent souscrire à une obligation afin de s'assurer une habitation gratuite, accompagnée de services et de facilités appropriés et uniques à partir d'un certain âge. Les obligations, dont la durée est diversifiée, bénéficient d'une garantie de remboursement en capital à l'échéance, donnée par des banques belges.

ZAPM développe ces projets immobiliers répartis en Belgique selon un concept propre qui vise à devenir une norme qualitative de référence. ZAPM collabore pour la réalisation des projets de construction ou de rénovation avec des entrepreneurs réputés afin de rencontrer ses propres objectifs et normes de qualités, et afin de réaliser le « rêve » de ces clients. Le secteur dans lequel ZAPM est actif par son engagement social fort est un secteur en croissance.

2. Rapport

Réalisations 2010

- L'acquisition du château Cantecroy à Mortsels fut réalisée et les travaux de rénovation sont en cours. L'achèvement est prévu pour fin 2011.
- Un accord de principe a été conclu concernant le site Zeebries à Oostduinkerke dont la mise à disposition fera l'objet d'un bail emphytéotique.
- Zilver Avenue a été choisi comme partenaire pour la réalisation d'un site à Brasschaat, dont le volume est égal à trois sites ZA normaux.
- La collaboration avec les associations de fonctionnaires et pensionnés des institutions européennes à Bruxelles résulte en une opportunité pour le développement d'un site dans la région bruxelloise.
- Une collaboration avec DKV a été démarrée concernant une assurance privée de soins.
- Un accord-cadre a été signé avec un groupe institutionnel dans le secteur de soins en juin 2009 concernant l'occupation d'une part fixe d'appartements-foyer ainsi que concernant les prestations de services et de soins.
- L'organisation ZAPM est adaptée à une nouvelle méthode de travail où l'économie de coût et l'ajustement des effectifs sont réalisés.

Priorités 2010-2011

- Démarrage des projets de construction à Oostduinkerke et à Brasschaat.
- Développement du Fonds de Financement Roulant pour un démarrage plus rapide de nouveaux sites.
- Actions commerciales et de marketing en vue de l'ouverture du premier site en fin 2011.
- Elaboration des services à fournir aux clients ZA, notamment les soins et MRS.

3. Bilan abrégé au 30/06/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	649	CAPITAL	1.333
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2.855	RÉSULTATS REPORTÉS	-551
CRÉANCES	1.277	DETTE À PLUS D'UN AN, DONT OBLIGATION CONVERTIBLE	3.688
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	924	DETTES À UN AN AU PLUS	932
COMPTES DE RÉGULARISATION	18	COMPTES DE RÉGULARISATION	321
TOTAL	5.723	TOTAL	5.723

03

Portefeuille
Missions déléguées

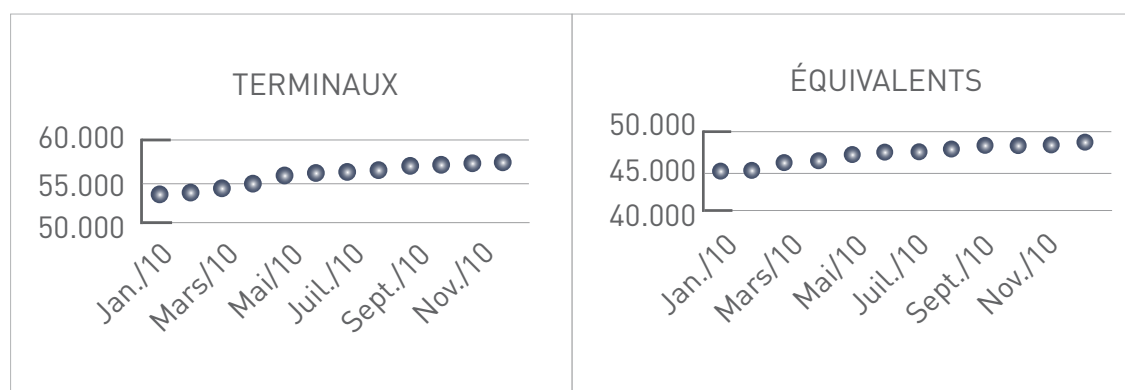
A.S.T.R.I.D.

1. Activité

L'objet social de la société consiste en la constitution, l'exploitation, l'entretien et les adaptations et élargissements évolutifs d'un réseau de radiocommunication pour la transmission de voix et de données. Ses groupes cibles sont les services belges de secours et de sécurité, la Sûreté de l'État et les institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans le domaine des secours et de la sécurité (art. 3 de la loi).

Un contrat de gestion signé entre l'État fédéral d'une part et A.S.T.R.I.D. d'autre part fixe les obligations des deux parties et le cadre général dans lequel A.S.T.R.I.D. réalisera son objet social.

2. Rapport (synthèse)



Selon une pondération « équivalent – radio » qui traduit la charge des terminaux sur le réseau, le nombre d'abonnements répartis entre les services radio et paging s'élève à 49.652, un potentiel d'utilisateurs publics et privés liés à la sécurité publique jamais imaginé par les fondateurs du projet.

Depuis plusieurs années, un effort considérable est consenti en vue d'asseoir le leadership d'une organisation professionnelle de télécommunication gérée par processus.

Le slogan central « votre réseau sécurité » résume parfaitement en trois mots cet objectif, et exprime, de plus, clairement que dans une société où le thème de sécurité prend de plus en plus d'importance, l'entreprise a aussi un rôle social important à remplir notamment pour les centrales 112 qui sont en cours d'installation dans toutes les provinces.

L'exercice 2010 est bénéficiaire pour la 2e année consécutive en période d'exploitation.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
ACTIFS INCORPORELS ET CORPORELS	71.153	CAPITAL RÉÉVALUATION	143.779
ACTIFS FINANCIERS	9	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-31.936
CRÉANCES	17.367	SUBSIDES EN CAPITAL	13.141
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	74.382	PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	6.766
COMPTES DE RÉGULARISATION	333	ENDETTEMENT	31.324
		COMPTES DE RÉGULARISATION	170
TOTAL	162.244	TOTAL	162.244

BNP PARIBAS

I. Activité

BNP Paribas, leader européen des services bancaires et financiers, possède quatre marchés domestiques en banque de détail en Europe : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg.

Il est présent dans plus de 80 pays et compte plus de 200 000 collaborateurs, dont plus de 160 000 en Europe.

BNP Paribas détient des positions clés dans ses trois domaines d'activité :

- la banque de détail, regroupant les ensembles opérationnels suivants :
 - Banque de Détail en France (BDDF) ;
 - BNL banca commerciale (BNL bc), banque de détail en Italie ;
 - BeLux Retail Banking ;
 - Europe Méditerranée ;
 - BancWest ;
 - Personal Finance ;
 - Equipment Solutions.
- le pôle Investment Solutions ;
- le pôle Corporate and Investment Banking (CIB).

BNP Paribas SA est la maison mère du groupe BNP Paribas.

2. Rapport

Un bénéfice net (part du groupe) de 7,8 milliards EUR, confirmant la solidité du modèle de BNP Paribas

Grâce à son rôle actif dans le financement de l'économie et au succès de l'intégration de Fortis qui donne au Groupe une nouvelle dimension, BNP Paribas dégage en 2010 un bénéfice net (part du Groupe) de 7 843 millions EUR, en progression de 34,5 % par rapport à 2009.

En 2010, première année complète dans son nouveau périmètre, le Groupe a réalisé un produit net bancaire de 43 880 millions EUR, en hausse de + 9,2 % par rapport à 2009 (- 0,1 % à périmètre et change constants). Les frais de gestion s'établissent à 26 517 millions EUR (+ 13,6 % ; + 3,3 % à périmètre et change constants). Le résultat brut d'exploitation est ainsi quasi stable à 17 363 millions EUR (+ 3,0 % ; - 5,1 % à périmètre et change constants). Grâce à la forte baisse du coût du risque (- 42,6 % à 4 802 millions EUR; - 50,0 % à périmètre et change constants) du fait de l'amélioration de l'environnement économique, le résultat avant impôt atteint 13 020 millions EUR, en progression de 44,7 % (+ 36,5 % à périmètre et change constants). Chacun des pôles opérationnels accroît son résultat avant impôt et le fort rebond de la banque de détail permet un rééquilibrage de leur contribution respective.

Le succès du rapprochement des entités de BNP Paribas Fortis et BGL BNP Paribas avec celles du Groupe grâce à la mobilisation des équipes dans l'ensemble des territoires et métiers conduit à relever les synergies estimées pour 2012 de 900 millions prévus initialement à 1 200 millions EUR pour des coûts de restructuration portés de 1,3 milliard à 1,65 milliard EUR.

La rentabilité des capitaux propres s'établit à 12,3 %, contre 10,8 % en 2009.

Le bénéfice net par action s'élève à 6,3 EUR, en augmentation de 21,7 % par rapport à l'année 2009. L'actif net par action, à 55,5 EUR est en hausse de 9,0 % par rapport à 2009. Il a progressé de 29,4 % depuis 2006, dernière année d'avant crise : le modèle de BNP Paribas assure une croissance robuste de la valeur de l'actif net par action à travers le cycle.

Une solvabilité élevée, un accès large et diversifié à la liquidité

BNP Paribas bénéficie d'un accès large et diversifié à la liquidité :

- sa base de dépôts large (553 milliards EUR) et stable grâce à son positionnement de banque de détail au cœur de la zone euro, sa réserve d'actifs éligibles auprès des banques centrales (160 milliards EUR disponibles), ainsi que la qualité du collatéral dont elle dispose pour lui permettre d'émettre des obligations sécurisées sont autant d'atouts structurels ;
- elle bénéficie en outre, par rapport à ses pairs, d'une capacité d'accéder à tous les grands marchés de dette à moyen et long terme (EUR, USD, AUD, JPY) à des conditions d'émission très favorables, tant en termes de spread que de maturité. Elle a ainsi pu lever 7 milliards EUR en janvier 2011, avec un rallongement notable de la maturité moyenne portée à 8 ans, pour un programme total de 35 milliards prévu en 2011.

Le niveau élevé des résultats mis en réserve et la gestion optimisée des actifs pondérés qui, à 601 milliards EUR, sont en baisse de 20 milliards par rapport au 31 décembre 2009 malgré la hausse du dollar, ont permis au Groupe de renforcer à nouveau sa solvabilité de manière significative. Au 31 décembre 2010, le ratio common equity Tier 1 atteint 9,2 % contre 8,0 % au 31 décembre 2009 soit une progression de 120 pb en un an, due essentiellement à la génération organique de fonds propres (+ 80 pb) et à la baisse des actifs pondérés (+ 30 pb).

Le bilan du Groupe, à 1 998 milliards EUR au 31 décembre 2010, est en légère baisse par rapport au 31 décembre 2009 (2 058 milliards EUR), malgré la hausse du dollar par rapport à l'euro sur la période. Cette baisse est notamment due à la réduction des actifs de négoce et des repos (- 30 milliards EUR) et des prêts

aux banques centrales (- 22 milliards EUR). Les actifs disponibles à la vente sont stables à 220 milliards EUR. Leur valorisation au prix de marché a un impact quasiment neutre (- 0,014 milliard EUR) sur les capitaux propres.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en millions EUR)

ACTIF	
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	33.568
INSTRUMENTS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RÉSULTAT	832.945
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	5.440
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	219.958
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	62.718
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	684.686
ÉCART DE RÉÉVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX	2.317
ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE	13.773
ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	11.557
COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	83.124
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	4.798
IMMEUBLES DE PLACEMENT	12.327
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17.125
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2.498
ÉCARTS D'ACQUISITION	11.324
TOTAL ACTIF	1.998.158

DETTES	
BANQUES CENTRALES, CCP	2.123
INSTRUMENTS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RÉSULTAT	725.105
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	8.480
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	167.985
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	580.913
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	208.669
ÉCART DE RÉÉVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX	301
PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	3.745
COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	65.229
PROVISIONS TECHNIQUES DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE	114.918
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10.311
DETTES SUBORDONNÉES	24.750
TOTAL DETTES	1.912.529

CAPITAUX PROPRES	
CAPITAL ET RÉSERVES LIÉES	25.659
RÉSERVES CONSOLIDÉES	40.961
RÉSULTAT DE L'EXERCICE, PART DU GROUPE	7.843
TOTAL CAPITAL, RÉSERVES CONSOLIDÉES ET RÉSULTAT DE LA PÉRIODE, PART DU GROUPE	74.463
VARIATIONS D'ACTIFS ET PASSIFS COMPTABILISÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	169
TOTAL PART DU GROUPE	74.632
RÉSERVES ET RÉSULTAT DES MINORITAIRES	11.293
VARIATIONS D'ACTIFS ET PASSIFS COMPTABILISÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(296)
TOTAL INTÉRÊTS MINORITAIRES	10.997
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	85.629
TOTAL PASSIF	1.998.158

Retail banking

BNP Paribas a réalisé en 2010 plus de la moitié de ses revenus (54 %) dans les activités de banque de détail et de services financiers spécialisés. 22 millions de particuliers, professionnels et entrepreneurs ainsi que 200 000 entreprises constituent la clientèle des réseaux bancaires tandis que les activités spécialisées de crédit comptent 13 millions de clients actifs. Au total, Retail Banking emploie plus de 148 000 personnes dans 52 pays, soit 72 % des effectifs du Groupe.

Retail Banking regroupe à la fois des réseaux d'agences (7 300 au total dont 6 500 en Europe et autour du Bassin méditerranéen) et des services financiers spécialisés. Il s'articule autour de 7 Entités opérationnelles autonomes :

- Banque de Détail en France ;
- BNL bc, la banque de détail en Italie ;
- BeLux Retail Banking, la banque de détail en Belgique et au Luxembourg, constituée à la suite de l'intégration de Fortis ;
- Europe Méditerranée, la banque de détail en Europe centrale et orientale, dans le bassin méditerranéen et l'Afrique de l'Ouest ;
- BancWest, la banque de détail aux États-Unis ;
- Personal Finance, les activités spécialisées de financement des particuliers, crédit à la consommation et crédit immobilier ;
- Equipment Solutions, le financement d'équipements pour les entreprises.

L'organisation originale de Retail Banking vise à favoriser la transversalité entre les entités opérationnelles : 8 missions transversales-Distribution, Marchés et Solutions (DMS), IT Transverse, Pilotage US, Développement, Wealth Management, Plateformes, Opérations et Processus (POP), RH, Marque et Communication- apportent leur expertise aux métiers et développent des projets communs.

2010 a démontré l'efficacité de cette organisation ainsi que la performance du modèle industriel de distribution et de production intégré. Avec Retail Banking, BNP Paribas est leader de la banque privée¹ dans la zone euro, leader en Europe du crédit à la consommation², du cash management³ et du financement d'équipement aux entreprises⁴. L'intégration des réseaux Retail Banking et CIB permet également à BNP Paribas d'être l'une des banques leaders au service des entreprises qui souhaitent se développer en Europe.

Investment Solutions

BNP Paribas Investment Solutions regroupe une gamme unique de solutions répondant à l'ensemble des besoins présents et futurs des investisseurs institutionnels, entreprises ou particuliers :

- la Gestion d'actifs (BNP Paribas Investment Partners) ;
- l'assurance (BNP Paribas Assurance) ;
- la banque privée (BNP Paribas Wealth Management) ;
- l'épargne et le courtage en ligne (BNP Paribas Personal Investors) ;
- le métier titres (BNP Paribas Securities Services) ;
- les services immobiliers (BNP Paribas Real Estate).

En 2010, les métiers d'Investment Solutions occupent tous des positions de leader sur leur marché.

Les métiers sont présents dans 68 pays et emploient au total près de 30 000 collaborateurs représentant plus de 70 nationalités différentes. Le développement international des métiers d'Investment Solutions se poursuit – principalement en Europe, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient – sous la forme notamment de nouvelles implantations, d'acquisitions, de coentreprises ou d'accords de partenariat.

Les experts d'Investment Solutions s'attachent à proposer en permanence à leurs clients les produits et services les mieux adaptés à leurs attentes de transparence, de performance et de sécurité, tout en s'inscrivant au plus haut niveau en matière de développement durable.

Corporate and Investment Banking

L'effectif de BNP Paribas Corporate & Investment Banking (CIB) compte 19 800 personnes, déployées dans plus de 50 pays dans le monde. CIB opère dans les métiers de financement ainsi que dans le conseil et les métiers de marchés de capitaux. En 2010, CIB a apporté une contribution significative au groupe BNP Paribas, tant en termes d'activité (27 % du produit net bancaire) que de résultat (41 % du résultat net avant impôt). Les 14 000 clients de BNP Paribas CIB, composés d'entreprises, d'institutions financières, et de fonds d'investissement, sont au cœur de la stratégie et du « business model » de BNP Paribas CIB. Les équipes ont pour principal objectif de développer et maintenir des relations de long terme avec leurs clients, de les accompagner dans leur stratégie de développement ou d'investissement et de répondre avec des solutions globales à leurs besoins de financement, de conseil financier et de gestion de leurs risques.

(1) Source : étude interne fondée sur les informations publiées par les concurrents au 30 septembre 2010.

(2) Source : rapports annuels des acteurs du crédit aux particuliers.

(3) Source : TMI, 2010.

(4) Source : classement Leaseurope 2009 publié en septembre 2010.

DEXIA

I. Activité

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger :
l'acquisition, la détention, la gestion et la cession, de quelque manière que ce soit, de toutes participations dans des sociétés ou toutes autres personnes morales, quelle que soit leur forme juridique, existantes ou à constituer, qui exercent des activités d'établissement de crédit, d'entreprises d'assurance ou de réassurance ou qui exercent des activités financières, industrielles, commerciales ou civiles, administratives ou techniques, de même que de toutes sortes d'actions, d'obligations, de fonds publics et tous autres instruments financiers de quelque nature que ce soit ;

la fourniture de services d'assistance ou de gestion administrative, commerciale et financière et l'accomplissement de tous travaux d'étude au bénéfice de tiers et en particulier au bénéfice de sociétés et autres personnes morales, quelle que soit leur forme juridique, dans lesquelles elle détient directement ou indirectement une participation, de même que la fourniture de prêts, avances, garanties ou cautions, sous quelque forme que ce soit ;

l'accomplissement de toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles, y compris l'acquisition, la gestion, la location et la cession de tous biens mobiliers et immobiliers, qui se rapportent directement ou indirectement à la réalisation de son objet social ou qui sont de nature à en favoriser la réalisation.

2. Rapport

L'année 2010 a été rythmée par le plan de transformation de Dexia. Elle a commencé avec la reconnaissance, par la Commission européenne, des progrès accomplis depuis le lancement du plan en novembre 2008. En effet, le 5 février 2010, les États belge, français et luxembourgeois et la Commission européenne ont conclu un accord de principe sur le plan de restructuration du groupe Dexia qui a été définitivement entériné par la nouvelle commission le 26 février 2010.

Tout au long de l'année, le groupe a continué à mettre en œuvre son plan de transformation avec succès, réduisant son besoin de financement à court terme et par là même son profil de risque, en dépit d'un environnement économique perturbé.

Cessions

Le groupe a poursuivi son recentrage sur ses franchises principales et sur ses marchés historiques, ce qui s'est traduit par plusieurs cessions.

En mars 2010, Dexia a finalisé une offre publique secondaire de 21 848 934 actions ordinaires Assured Guaranty en sa possession depuis la vente des activités d'assurance de FSA à Assured Guaranty en 2009.

Au premier semestre 2010, Dexia a également finalisé la Vente de sa filiale Dexia Epargne Pension.

En juin 2010, Dexia a conclu un accord avec EDF, portant sur la vente de sa participation de 6,13 % dans SPE, une société active dans le domaine énergétique en Belgique ainsi qu'un accord avec Network Research Belgium, un prestataire de services IT en Belgique, portant sur la vente de sa participation de 51 % dans Adinfo, une société active dans le domaine des services informatiques aux administrations locales belges.

En novembre 2010, Dexia a conclu un accord avec Penta Investments, une société d'investissement d'Europe centrale, concernant la vente de sa participation de 88,71 % dans Dexia banka Slovensko. La transaction a été finalisée le 31 mars 2011.

Dexia a également lancé le processus de cession ou d'introduction en Bourse de DenizEmeklilik, la filiale d'assurances de DenizBank en Turquie.

Enfin, Dexia s'est également engagé à vendre sa participation de 70 % dans Dexia Crediop (Italie) avant le 31 octobre 2012 ainsi que sa participation de 60 % dans Dexia Sabadell (Espagne) avant le 31 décembre 2013.

Réduction du bilan

La réduction du bilan reste une priorité élevée et Dexia a accéléré de façon sensible le rythme des cessions en 2010. Durant l'année écoulée, le groupe a cédé un total d'obligations et de prêts de 27,2 milliards EUR à un taux de perte moyen demeurant contenu. Dexia a également cédé 4,8 milliards EUR de prêts comptabilisés dans les engagements en run-off du métier PWB. Ces prêts étaient pour la majorité inscrits au bilan au Japon. L'accélération du rythme de cession de ces actifs permettra au groupe d'anticiper la fermeture de certaines de ses entités internationales en 2011.

Le total de bilan du groupe s'élève à 567 milliards EUR au 31 décembre 2010, contre 578 milliards EUR au 31 décembre 2009 et 651 milliards EUR au 31 décembre 2008.

Amélioration du profil de liquidité

Combiné à la bonne exécution du programme de financement à long terme, à la réduction de la production du métier Public and Wholesale Banking ainsi qu'à l'intensification de la collecte des dépôts, le programme de cession d'actifs a permis au groupe d'améliorer sensiblement sa situation de liquidité. Ainsi, à 119 milliards EUR à la fin du mois de décembre 2010, le besoin de financement à court terme du groupe a été fortement réduit de 141 milliards EUR depuis le maximum atteint en décembre 2008, dont 48 milliards EUR en 2010.

En 2010, le groupe a levé 44,4 milliards EUR de ressources à moyen et long terme sur le marché wholesale. Les fonds levés se composent de 23,2 milliards EUR de dette garantie par les États, de 13,6 milliards EUR d'obligations sécurisées (« covered bonds »), 4,4 milliards EUR de financements sécurisés à long terme autres que des obligations sécurisées et 3,2 milliards EUR de financements senior non sécurisés.

En juin 2010, Dexia est complètement sorti du mécanisme de garantie des États sur ses financements, mis en place en octobre 2008. En effet, compte tenu de l'amélioration de sa situation de liquidité et en accord avec les engagements pris à l'égard de la Commission européenne, le groupe a cessé d'émettre de la dette garantie

quatre mois avant l'échéance formelle du 30 octobre 2010. La sortie s'est faite de façon progressive. Dexia a renoncé dès octobre 2009 à la garantie pour les contrats d'une échéance inférieure à un mois ou à échéance indéterminée. Ensuite le groupe a cessé de recourir à la garantie pour ses contrats de dépôts, notamment les dépôts interbancaires, à partir du 1^{er} mars 2010, pour finalement définitivement cesser tout recours pour ses financements à moins d'un an le 31 mai 2010 et pour ses financements à moyen et long terme le 30 juin 2010. Tous les instruments non encore remboursés ayant été émis dans le cadre de la garantie des États avant le 30 juin 2010 continuent à bénéficier de ladite garantie, conformément aux termes et conditions qui régissent ces émissions. L'encours des transactions garanties s'élève à 44,4 milliards EUR au 31 décembre 2010 (contre 50,4 milliards EUR fin décembre 2009). Cet encours garanti sera totalement amorti en 2014, dont environ 40 % en 2011.

Résultat 2010

Dexia a réalisé en 2010 un bénéfice net de 723 millions EUR contre 1.010 millions EUR en 2009. Fin décembre 2010, le ratio des fonds propres de base (Tier I) du groupe s'élève à 13,1 % et le ratio core Tier I s'élève à 12,1 %, démontrant un bon niveau de solvabilité, qui s'est encore renforcée en 2010 grâce à la génération organique de capital.

Comme en 2010, le conseil d'administration de Dexia a décidé de proposer à l'assemblée générale extraordinaire du 11 mai 2011 de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserve pour un montant d'environ 280 millions EUR par distribution d'actions nouvelles aux actionnaires sous la forme d'actions de bonus. Les actions de bonus sont des actions nouvelles ordinaires représentatives du capital de Dexia, émises suite à l'augmentation de capital par incorporation de réserves, et distribuées aux actionnaires au prorata de leur participation. Elles bénéficieront du même droit au dividende, et auront les mêmes droits et jouissance à la même date, que les actions existantes de Dexia.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	4.919	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	22.059.603
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	7.949	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-2.876.844
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	23.268.554	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	162.304
CRÉANCES	67.853	DETTES	4.042.667
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	16.683	COMPTES DE RÉGULARISATION	10.122
VALEURS DISPONIBLES	23.801		
COMPTES DE RÉGULARISATION	8.093		
TOTAL	23.397.852	TOTAL	23.397.852

ETHIAS FINANCE

1. Activité

Ethias Finance, a pour objet la prise de participation et le financement d'entreprises d'assurances et d'établissements de crédit sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ainsi que toutes opérations qui en découlent directement.

2. Rapport

Ethias Droit Commun et Ethias Accidents du Travail ont constitué, le 03 octobre 2008, Ethias Finance S.A. au capital de 25.000.000 EUR respectivement à hauteur de 90 % et 10 %.

Suite à l'augmentation de capital du 13 février 2009, celui-ci s'élève à 2.000.000.000 EUR et est composé au 31 décembre 2010 de 20.000 parts détenues à concurrence de :

- 5.001 parts, par la S.F.P.I. ;
- 5.001 parts, par la Région flamande ;
- 5.001 parts pour la FIWAPAC ;
- 4.997 parts pour Ethias Droit Commun.

Celui-ci est intégralement investi dans notre participation Ethias S.A.

Le Conseil d'Administration estime que la valeur de la participation dans Ethias S.A. ne doit pas faire l'objet d'une réduction de valeur, car la valorisation de l'actif net ressortant du bilan ne tient compte ni de la valeur des activités d'Ethias S.A. ni de la valorisation de la réorganisation du groupe Ethias au travers de l'application du plan horizon 2011.

Dans le cadre de l'article 646, § 1^{er} du Code des Sociétés, Ethias Finance S.A. a procédé au rachat d'une action détenue par Ethias S.A. dans les sociétés Nateus N.V., Nateus Life N.V. et Ethias Banque S.A.

La société n'enregistre pas d'évènement important depuis la clôture.

3. Bilan

Le pied de bilan s'établit à 2.001.891.386 EUR. La principale rubrique de l'actif est représentée par les Immobilisations financières pour 2.000.205.824 EUR, le passif étant composé principalement des fonds propres.

Actif

Sous la rubrique « Immobilisations financières », dans les entreprises liées, sont inscrites nos participations dans Ethias S.A. (2.000.000.000 EUR), Nateus Life N.V. (123.157 EUR), Nateus N.V. (82.636 EUR) et Ethias Banque S.A. (31 EUR).

Les créances (206.121 EUR) représentent les intérêts à recouvrer sur compte à vue, l'impôt à récupérer et une récupération de frais auprès de tiers. Les valeurs disponibles s'élèvent à 980.052 EUR et les certificats de trésorerie à 499.389 EUR.

Passif

Le capital libéré au 31 décembre 2010 est de 2.000.000.000 EUR.

La réserve légale s'établit à 104.000 EUR et le bénéfice reporté est de 1.713.247 EUR.

Les dettes à un an au plus s'élèvent à 74.139 EUR et sont composées des jetons de présence du 4^e trimestre pour 13.548 EUR, du précompte professionnel sur ces derniers pour 8.077 EUR et des factures à recevoir pour 52.514 EUR.

Comptes de résultats

Charges :

Les charges sont principalement composées d'une part des services et biens divers, avec des frais d'honoraires de réviseurs pour 61.710 EUR, des jetons de présence pour 145.750 EUR et de la taxe INASTI pour 27.952 EUR, et d'autre part, de charges exceptionnelles pour 156.580 EUR. Ces dernières représentent les réductions de valeurs actées au 31 décembre 2010 sur les immobilisations financières.

Produits :

Les produits financiers proviennent, d'une part des actifs circulants pour 7.480 EUR et d'autre part, du dividende distribué par Nateus N.V. pour 6.500 EUR.

La récupération de la prime RC Administrateurs 2009 pour un montant de 124.004 EUR représente les produits exceptionnels.

La perte de l'exercice s'élève à 257.967 EUR, elle a été affectée au Bénéfice à reporter.

Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2.000.206	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	2.000.000
CRÉANCES	206	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	1.817
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	499	DETTES	74
VALEURS DISPONIBLES	980		
TOTAL	2.001.891	TOTAL	2.001.891

FEDESCO

1. Activité

Fedesco facilite et finance des projets d'efficacité énergétique dans des bâtiments publics fédéraux. Grâce à des conseils ciblés et à des services et technologies « à la pointe du progrès », Fedesco contribue à la diminution de gaz à effet de serre et aux économies de coûts.

2. Rapport

a) 2010 : L'année des nouveaux défis

Les activités de Fedesco ont connu une forte croissance en 2010. Les projets existants et nouveaux sont de nature à permettre à Fedesco d'atteindre aujourd'hui son rythme de croisière. Le total des contrats conclus jusqu'à fin 2010 (57 au total) s'élève désormais à 27.743.900 EUR et amène le nombre total de clients fédéraux à 25. Au total, Fedesco gère environ 800 projets de mesures standard et transversales dans des bâtiments publics fédéraux.

Le premier des projets d'investissement dans des panneaux solaires photovoltaïques sur l'Ecole européenne de Woluwe, financé par des fonds publics, a débuté en mars 2010 et fournit depuis lors du courant écologique à l'école. La deuxième installation sur le toit du Palais de Justice de Courtrai attend la résolution de quelques retards administratifs. Les installations en collaboration avec la Régie des Bâtiments, par le biais d'une mission de concession pour 10.000 m² de toits de bâtiments publics fédéraux en Flandre, sur les toits de la Prison de Bruges, des Rijksarchievent (archives nationales) à Beveren et un bâtiment de la Police fédérale à Merkplas ont également bien avancé.

Le développement de l'organisation interne et le soutien se sont poursuivis grâce au développement du logiciel de gestion interne (ESCO Tools), à l'investissement dans un logiciel d'adjudication propre (3P) et au développement de la plateforme de comptabilité, de contrôle et de vérification de l'énergie (EMBV).

L'entreprise s'est encore agrandie en recrutant 3 nouveaux collaborateurs.

b) Projets réalisés en 2010 : poursuite de la croissance dans les mesures standard et transversales

Fedesco a exécuté un grand nombre de mesures standard et transversales.

73 nouveaux cadastres énergétiques (quickscans rapides de mesures transversales) ont été réalisés.

4 nouvelles campagnes de sensibilisation ont été lancées. Outre 7 réalisations de relighting qui ont été démarrées, 11 nouvelles études de faisabilité ont été effectuées. Le devis est prêt pour l'un des projets. 8 projets de film de fenêtre à sélection spectrale pour une surface de plus de 10.000 m² ont été réalisés. Le nombre de projets HVAC, en particulier pour la rénovation de chaufferies et les projets de combinaison de chaleur/force motrice ont énormément augmenté. La combinaison chaleur/force motrice est également opérationnelle à la prison de Huy, la première entièrement réalisée par Fedesco. Les toits de 5 bâtiments ont été isolés.

c) Contrat de gestion : retard lié aux difficultés de constitution de gouvernement

Le projet de contrat de gestion qui a été développé dans le courant de l'année 2009 et qui était prêt pour discussion avec le gouvernement et les autres parties prenantes a été mis de côté en raison de la chute du

gouvernement et des négociations qui visent à constituer un gouvernement depuis les élections fédérales. L'objectif est d'entreprendre malgré tout quelques démarches de préparation dans le courant de l'année 2011, en attendant la décision du nouveau gouvernement.

d) *Centre de connaissances pour les Services énergétiques et le Financement de tierces parties*

En novembre 2010, Fedesco a lancé avec succès son Centre de connaissances pour les Services énergétiques et le Financement de tierces parties (Knowledgecenter by Fedesco), qui faisait partie des actions du Printemps de l'Environnement. Grâce à plusieurs partenariats, les clients existants peuvent désormais être encadrés de manière encore plus professionnelle dans leurs projets et il est possible de répondre aux besoins de nouveaux propriétaires et gestionnaires non fédéraux de bâtiments publics.

Depuis, plusieurs projets internationaux d'acquisition et de partage de connaissances sont également en cours et dirigés à partir du Centre de connaissance.

e) *BELESCO*

Au mois de mars, Fedesco a contribué à la création, avec 19 autres entreprises, de l'association belge ESCO (BELESCO ASBL). C'est le résultat de tout un travail de préparation qui a débuté en 2008. Fedesco pose de la sorte un important jalon dans le cadre de ses objectifs autour de la stimulation du développement du marché belge ESCO en Belgique, comme prévu dans sa mission statutaire, dans le Plan d'Action national d'Efficacité énergétique (PANEE) et la Directive Energy Services (DES).

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	706.749	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	4.000.000
CRÉANCES	2.159.531	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-1.175.838
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	1.957.273	DETTES	2.490.411
COMPTES DE RÉGULARISATION	491.020		
TOTAL	5.314.573	TOTAL	5.314.573

FONDS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DURABLE

I. Activité

La mission et les objectifs du Fonds sont clairement décrits dans les dispositions légales d'une part et dans les statuts de la société d'autre part. Plus spécifiquement, le Fonds Économie Sociale et Durable se fixe comme objectif « toute forme d'intervention au profit d'organisations ou d'entreprises qui font partie de l'économie sociale, notamment la participation dans le capital et/ou l'octroi de prêts ».

2. Rapport

Avec l'approbation de la Loi programme du 8 juin 2008, nous sommes passés à un scénario d'extinction pour le Fonds Économie Sociale et Durable qui a été lancé par le gouvernement fédéral pour aider l'économie sociale et l'entreprise socialement responsable dans notre pays. Plus précisément, il a été décidé « qu'à partir du 1^{er} janvier 2009, l'activité du Fonds Économie Sociale et Durable se limitera à la gestion des crédits et des participations octroyés avant cette date ou qui ont fait l'objet d'une décision avant cette date ». En partie en raison de ce constat, les actionnaires ont décidé de mettre en liquidation le Fonds Économie Sociale et Durable scrl.

Le Fonds de Participations a été nommé liquidateur du Fonds Économie Sociale et Durable lors de l'assemblée générale extraordinaire du 24.09.2009. Cette décision a été entérinée par le Tribunal de Commerce de Bruxelles le 15.10.2009. Le Fonds de Participations est donc garant de la poursuite de la gestion du Fonds Économie Sociale et Durable et en particulier, des crédits et participations en cours.

La clôture de la procédure de liquidation est prévue en 2029, de telle sorte que les durées de tous les crédits en souffrance du Fonds Économie Sociale et Durable peuvent être respectées.

Les risques et les incertitudes possibles en vue de la liquidation se situent surtout au niveau de la future réalisation du portefeuille de crédit et de participations ainsi qu'au niveau du financement de la société, qui peut faire apparaître des manques de liquidité possibles.

Les comptes au 31/12/2010 sont clôturés avec un bénéfice de 28.949.020 EUR. Ainsi, la perte transférée peut être réduite à 28.949.020 EUR. Le bénéfice a été réalisé en première instance par une reprise de 211.601 EUR d'une diminution de valeur d'un placement dans un fonds de placement, qui a pu être comptabilisé grâce à la hausse du cours de la Bourse. D'autre part, les frais ont été contrôlés, principalement en raison de la conclusion d'un nouveau contrat pour le prêt en souffrance.

3. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	990.310	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	8.406.000
CRÉANCES	31.197.262	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	-28.990.165
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE + INSTITUTIONS DE CRÉDIT	4.564.932	DETTES	57.597.071
COMPTES DE RÉGULARISATION	260.880	COMPTES DE RÉGULARISATION	478
TOTAL	37.013.384	TOTAL	37.013.384

FONDS DE RÉDUCTION DU COÛT GLOBAL DE L'ÉNERGIE

I. Activité

L'objet du Fonds est d'intervenir dans le financement de mesures structurelles visant à favoriser la réduction du coût global de l'énergie dans les logements privés pour le groupe cible des personnes les plus démunies, et dans l'octroi d'emprunts bon marché en faveur de travaux visant à favoriser la réduction du coût global de l'énergie dans les habitations privées.

La société a été créée le 10/03/2006.

2. Rapport

Dans le cadre de l'objet social décrit plus haut, voici l'évolution des prêts individuels octroyés aux particuliers, sachant que chaque prêt individuel ne dépasse que rarement 10.000 EUR :

2007 :	200.000 EUR			
2008 :	1.323.333 EUR	=>	Total cumulé atteint de	1.523.333 EUR
2009 :	9.169.409 EUR	=>	Total cumulé atteint de	10.692.742 EUR
2010 :	15.279.523 EUR	=>	Total cumulé atteint de	25.972.265 EUR

En 2008, ces prêts avaient été octroyés par le biais de trois entités locales : à Ostende, Malines et Gand.

En 2009, 10 contrats de collaboration étaient au total conclus, dont 8 avec des entités locales présentant déjà des activités.

En 2010, 15 contrats de collaboration étaient au total conclus, dont 13 entités locales en activité :

Par ordre alphabétique : AG EOS (Ostende), CPAS Charleroi, CPAS La Louvière, CPAS Mons Duwolim (Province Limburg), EBW (Region Louvain-la-Neuve), EL Soignies, Igemo (regio Mechelen), IGO-Leuven (regio Leuven), Interwaas (regio Sint-Niklaas), Pendule (stad Leuven), Recyclant (stad Antwerpen), Regent (stad Gent), Solva (regio Aalst) en Welzijnsconsortium (regio Z-W-Vlaanderen).

Au cours du premier trimestre 2011, des contrats de collaboration ont été conclus avec 6 EL supplémentaires (IOK, Veneco, 3WPlus, 3WPlus Pajottenland, Liège et Famenne Energie).

L'accélération dans l'octroi du nombre de prêts s'est accentuée grâce aux mesures structurelles mises en place en 2009 :

- nouveau contrat de gestion avec l'État fédéral, afin notamment de renforcer les collaborations avec les différentes Régions du pays (AR du 06/07/2009) ;
- octroi d'une subvention en intérêts afin de couvrir les frais financiers liés à l'émission des obligations en 2007, et d'un éventuel nouvel emprunt (AR du 13/11/2009) ;
- modification des statuts en vue d'implémenter ces nouvelles mesures structurelles (23/11/2009).

La collaboration accrue avec les Régions a eu pour effet que la Région flamande (10/09/2010) et la Région wallonne (16/12/2010) ont pris les mesures nécessaires pour prévoir des garanties régionales, en remplacement des garanties communales jusqu'alors exigées. Ces garanties communales constituaient la principale pierre d'achoppement à la formation de nouvelles EL.

En 2007, le Fonds obtenait ses moyens par le biais d'un emprunt obligataire (avec avantage fiscal) de 50.000.000 EUR.

A la suite de la modification du contrat de gestion, par laquelle, entre autres, la possibilité est donnée aux régions de désigner des personnes morales qui peuvent emprunter des moyens via le Fonds, et dans le cadre du volet économique du plan de relance du gouvernement fédéral, la capacité d'endettement permanent du Fonds a été augmentée à 250.000.000 EUR.

Fin 2010, le Fonds a constaté que la totalité des droits de tirage accordés aux EL dépassait le capital disponible. Par conséquent, l'autorisation a été demandée au ministre des Finances de pouvoir souscrire un emprunt complémentaire d'un montant de 100 millions EUR. Cette autorisation a été donnée début 2011.

Les frais de structure du Fonds et des entités locales sont financés par une subvention structurelle annuelle et fédérale.

Le résultat comptable de la société anonyme « FRCE » dépend annuellement des produits financiers (intérêts obtenus des placements de trésorerie + intérêts perçus sur les prêts octroyés) et charges financières (intérêts payés sur l'emprunt obligataire).

En 2006, 2007 et 2008, ce résultat était à chaque fois positif.

En 2009, ce résultat est resté positif grâce au subside en intérêts, alloué par le ministre du Climat et de l'Énergie, par AR du 13/11/2009. Jusqu'à présent aucun dividende n'a été octroyé au départ des résultats de la société.

3. Remarques sur l'avenir

Le Fonds a actuellement atteint sa vitesse de croisière. Un débat est en cours avec l'inspection des finances, qui n'a pas encore libéré la deuxième tranche des subsides de fonctionnement prévue dans l'AR du 26/11/2010.

De l'issue de ce débat et des décisions en matière de soutien financier ultérieur du Fonds, dépendront les perspectives d'avenir du développement des activités du FRCE et des EL. Les prévisions montrent qu'à partir de 2011 les subventions de fonctionnement annuelles de 2.000.000 EUR en cours depuis fin 2006 ne suffiront plus à couvrir le cumul des charges de fonctionnement annuelles et des subventions promises pour le fonctionnement des entités locales actives dans les Régions.

La réserve au 31/12/2010 de ces subventions de fonctionnement obtenues jusqu'au 31/12/2010 non encore consommées s'élève à 4.535.399,80 EUR. Celle-ci pourrait s'épuiser rapidement si les subventions de fonctionnement annuelles, qui ont été de 2.000.000 EUR jusque 2010, étaient soit bloquées (ou partiellement bloquées comme pour 2011 à raison de 1.000.000 EUR), soit non renouvelées, soit non majorées en fonction de l'accroissement des besoins.

4. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	147	CAPITAL	2.500
CRÉANCES À LONG TERME	17.077	RÉSERVES ET RÉSULTATS	2.226
CRÉANCES À COURT TERME	5.172	DETTES À LONG TERME	49.483
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	36.773	DETTES À COURT TERME	5.504
VALEURS DISPONIBLES	6.146	COMPTE DE RÉGULARISATIONS	6.296
COMPTE DE RÉGULARISATION	694		
TOTAL	66.009	TOTAL	66.009

FORTIS BANQUE

I. Activité

Fortis Banque offre une gamme complète de services bancaires aux particuliers, aux entreprises et aux clients institutionnels, par ses propres canaux ainsi qu'avec la collaboration d'autres partenaires. Fortis Banque emploie 27.868 personnes, dont près de 17.500 en Belgique.

BNP Paribas a pris le contrôle de Fortis Banque le 12 mai 2009 et a augmenté sa participation dans celle-ci à 74,93 % le 13 mai. L'État belge, par l'intermédiaire de la SFPI (Société Fédérale de Participations et d'Investissement), détient à présent 25 % (+ une action) de Fortis Banque, le reste du capital (0,07 %) étant détenu par le public.

En 2010, Fortis Banque s'articulait autour de trois secteurs opérationnels : Fortis Banque en Belgique, Fortis Banque au Luxembourg et autres pays.

- Fortis Banque en Belgique. Sous l'enseigne BNP Paribas Fortis, Fortis Banque S.A. commercialise un éventail complet de services financiers auprès des particuliers, indépendants, titulaires de professions libérales et petites et moyennes entreprises. La Banque propose également aux particuliers fortunés, aux grandes entreprises et aux institutions publiques et financières, des solutions sur mesure pour lesquelles elle peut compter sur le savoir-faire et le réseau international de sa société mère, BNP Paribas.
- Fortis Banque au Luxembourg. BGL BNP Paribas offre une gamme de produits particulièrement large sur le marché luxembourgeois, non seulement pour les particuliers, mais également pour les clients indépendants, titulaires de professions libérales et institutionnels. La banque est, au Luxembourg, le plus grand fournisseur de services bancaires aux indépendants et titulaires de professions libérales, ainsi qu'aux moyennes et petites entreprises. Elle est en deuxième position en ce qui concerne les services aux particuliers. Elle est aussi le leader en bancassurance, fournissant des offres combinées de services bancaires et d'assurance.

- Le secteur d'activité « Autres pays » comprend toutes les activités exercées par Fortis Banque à l'extérieur de ses marchés domestiques que sont la Belgique et le Luxembourg, c'est-à-dire principalement en Pologne et en Turquie. En Pologne, Fortis Banque Pologne est une banque universelle qui fournit des produits d'épargne et d'investissement ainsi que des prêts aux particuliers, et des solutions intégrées aux entreprises afin de financer leurs activités sur les marchés locaux et internationaux. En Turquie, Fortis Banque opère via Fortis Banque Turquie, dont elle est actionnaire majoritaire avec 94,11 % d'actions en sa possession. L'offre retail se compose de cartes de débit et de crédit, de prêts personnels ainsi que de produits d'investissement et d'assurance distribués par le biais de 294 agences via internet et phone banking. Ses services bancaires aux entreprises comprennent le financement des exportations, la gestion d'actifs et le cash management, le crédit, l'affacturage et la location-financement. La banque propose également une gamme diversifiée de services d'investissements aux PME par le biais de ses segments « banque commerciale » et ses services bancaires aux petites entreprises.

2. Rapport

Pour Fortis Banque, l'année 2010 a été fructueuse. Au cours de ces douze mois, de solides performances commerciales ont été réalisées, la confiance des clients a été regagnée et les parts de marché de la banque ont augmenté.

Au 31 décembre 2010, les résultats consolidés de Fortis Banque dégageaient un bénéfice net de 1.907 millions EUR. Les résultats non consolidés de Fortis Banque S.A. présentaient un bénéfice net de 1.875 millions EUR en 2010.

Ce bénéfice net consolidé de 1.907 millions EUR en 2010 est la conséquence d'une performance commerciale solide, d'un recul des dépréciations pour risque de crédit et d'un résultat de 970 millions EUR sur les activités abandonnées, qui comprend un gain (après impôts) sur la cession des activités et entités (1.003 millions EUR) et une perte opérationnelle (après impôts) sur les activités abandonnées (-33 millions EUR). Les coûts de restructuration dans le cadre de l'intégration avec BNP Paribas (-444 millions EUR) ont partiellement contrebalancé les éléments positifs du résultat.

Le total bilantaire de Fortis Banque s'élevait à 348 milliards EUR à fin 2010, soit un repli de 80 milliards EUR (19 %) par rapport à fin 2009. Cette évolution est en partie imputable aux variations de périmètre dans le courant de l'année 2010 et à la réduction des risques au bilan.

Le Conseil d'Administration de Fortis Banque a proposé à l'assemblée générale des actionnaires du 21 avril 2011, le paiement d'un dividende brut de 0,80 EUR par action pour l'exercice 2010.

Par ailleurs, les perspectives et signes de rétablissement de l'économie mondiale – et domestique – sont encourageants. L'embellie économique qui s'amorce devrait aider Fortis Banque à concrétiser son ambition pour 2011 : consolider le leadership reconquis au cours des deux dernières années.

Le rapport annuel 2010 de Fortis Banque est disponible via le lien suivant :
http://media-cms.bnpparibas.com/file/92/3/annualreport_2010_fr_int.13923.pdf

3. Bilan abrégé après répartition du résultat au 31 décembre 2010 (en milliers EUR)

Les données ci-après sont basées sur les comptes annuels non consolidés 2010 de Fortis Banque, préparés en conformité avec l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des institutions de crédit.

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	1.066.221	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	9.605.353
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	9.222.319	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	2.317.857
CRÉANCES	132.079.561	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	949.687
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	351.579	DETTES	216.374.375
AUTRES ACTIFS	155.753.916	AUTRES PASSIFS	69.226.324
TOTAL	298.473.596	TOTAL	298.473.596

KBC GROUPE

I. Activité

KBC est un groupe de bancassurance desservant principalement une clientèle retail, de PME et midcap. Il concentre ses activités sur ses marchés domestiques que sont la Belgique et une sélection de pays d'Europe centrale et orientale. Dans le reste du monde, il privilégie une politique de présence sélective dans certains pays ou régions.

Fin 2010, le groupe se compose d'un holding – KBC Groupe SA – qui contrôle trois sociétés : KBC Bank, KBC Assurances et KBL European Private Bankers. Chacune de ces sociétés compte plusieurs filiales et sous-filiales.

La structure de management du groupe s'articule autour des divisions suivantes : division Belgique (bancassurance retail, gestion d'actifs et banque de gestion privée en Belgique), division Europe centrale et orientale (bancassurance retail, gestion d'actifs, banque de gestion privée et merchant banking en Europe centrale et orientale), division Merchant Banking (services bancaires aux entreprises et activités de marché en Belgique et à l'étranger, sauf Europe centrale et orientale) et division Services et Opérations communs (divers services assurant le support et l'offre de produits aux autres divisions).

Sur ses marchés domestiques que sont la Belgique et l'Europe centrale et orientale, le groupe compte approximativement 12 millions de clients. Fin 2010, le groupe occupe près de 53 000 personnes (ETP).

2. Rapport

Le groupe KBC clôture l'exercice 2010 avec un bénéfice net consolidé de près de 1,9 milliard EUR. Il s'agit d'un véritable renversement de situation par rapport aux deux années précédentes, au cours desquelles des pertes de valeur sur les produits structurés, notamment, avaient compromis les résultats. Hors facteurs exceptionnels et non opérationnels, le groupe achève l'exercice 2010 sur un bénéfice net sous-jacent de 1,7 milliard EUR, qu'il doit essentiellement aux bons revenus nets d'intérêts, à l'amélioration des revenus de commissions issus des activités de gestion d'actifs, au maintien d'un strict contrôle des coûts et enfin, à un allègement des réductions de valeur sur le portefeuille de crédits. Fin 2010, le ratio de capital Tier I atteint 12,6 %.

En 2010, la réalisation du plan stratégique a nettement progressé. Ce plan vise à faire du groupe un acteur européen régional suivant une politique mieux ciblée encore, tout en étant doté d'un profil de risque nettement plus conservateur qu'auparavant. Outre le remaniement de sa politique de gestion des risques, le groupe a d'ores et déjà accompli de nombreuses étapes dans l'exécution du plan de désinvestissement. Il s'est déjà défait d'une part importante de son activité d'octroi de crédits internationale non liée à ses marchés domestiques. En outre, il a mis fin à un certain nombre d'autres activités non stratégiques, ou les a cédées. Ce recentrage, associé à la génération de bénéfice interne attendue ces prochaines années, doit mettre le groupe en mesure de rembourser dans un délai raisonnable les titres du capital de base souscrits par l'État belge et la Région flamande. Nous avons aussi consacré beaucoup de temps à poursuivre l'élaboration de la stratégie relative aux activités appelées à former l'essence même du futur groupe KBC. Il s'agit plus précisément des activités de bancassurance en Belgique et dans une sélection de pays d'Europe centrale et orientale, l'accent étant mis sur la clientèle retail, PME et midcap. Dans ce cadre, nous optons pour une approche adaptée et ciblée du marché, en nous positionnant parmi les leaders sur certains marchés où nous privilégions une approche générale du marché, ou en jouant un rôle de champion sélectif, en concentrant nos efforts sur des segments de clientèle spécifiques et sur des produits générant un rendement supérieur à la moyenne. La décision, mûrement réfléchie, de développer chacun de nos produits à l'échelon soit local, soit central, nous permettra en outre d'œuvrer au renforcement de notre efficacité.

Malgré les défis, considérables, auxquels nous avons été confrontés en 2010, nous ne nous sommes pas autorisés à négliger nos responsabilités de membre à part entière de la société dans laquelle nous évoluons. Nous continuons à vouloir exercer nos activités sur un mode socialement responsable et ne cessons d'œuvrer au développement de notre politique en cette matière. Le rapport intitulé Corporate Social Responsibility, exclusivement consacré au sujet, détaille par ailleurs l'intégralité de notre politique dans ce domaine.

3. Bilan abrégé non consolidé au 31/12/2010 (en millions EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	16.928	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	5 581
CRÉANCES	25	RÉSERVES ET RÉSULTATS REPORTÉS	2 616
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	370	DETTES	9 125
VALEURS DISPONIBLES	26	COMPTES DE RÉGULARISATION	37
COMPTES DE RÉGULARISATION	10		
TOTAL	17.359	TOTAL	17.359

ROYAL PARK INVESTMENTS

I. Activité

Royal Park Investments S.A./N.V. (RPI) a été constituée le 20 novembre 2008, conformément au protocole qui a été signé le 10 octobre 2008 par BNP Paribas, la SFPI et différentes sociétés du groupe Fortis de l'époque, mais elle a seulement été lancée le 12 mai 2009.

RPI est un « special purpose vehicle » ayant pour objet l'acquisition et la gestion d'une partie du portefeuille des crédits structurés de l'ex-Fortis Banque. Le portefeuille d'actifs a été acquis le 12 mai 2009 pour un prix d'achat équivalent à 11,7 milliards EUR, contre une valeur nominale de 20,5 milliards EUR. Le 31 décembre 2010, la valeur nominale du portefeuille restant en circulation a été ramenée à l'équivalent de 16,1 milliards EUR, en grande partie suite à des amortissements de capital, mais aussi en partie suite à l'évolution du cours du dollar.

RPI est entre les mains du holding d'assurances Ageas (44,7 % ou 760 millions EUR), de la SFPI (43,5 % ou 740 millions EUR) et de BNP Paribas (11,8 % ou 200 millions EUR), le nouveau propriétaire de Fortis Banque (actuellement BNP Paribas Fortis). Le financement restant de RPI est constitué par des prêts consentis par BNP Paribas Fortis et BNP Paribas.

RPI a entre-temps remboursé la facilité de crédit super senior consentie par BNP Paribas Fortis de plus de 3 milliards EUR, ce qui amène l'encours de cette même facilité de crédit à 2 milliards EUR au 31 décembre 2010. Le crédit-pont senior fourni par BNP Paribas Fortis, avec une garantie de l'État belge, d'un montant de 4,5 milliards EUR, a été converti en 2 programmes de commercial paper pour 5,8 milliards USD et 236 millions GBP. Il y a encore la facilité de crédit senior consentie par BNP Paribas pour le montant total de 519 millions EUR.

Les fonctions administratives de soutien, dont le Back-Office, la comptabilité et la plate-forme IT, ont été initialement sous-traitées à BNP Paribas Fortis, sur la base de ce qu'on appelle un Service Level Agreement. Dès la fin du premier semestre 2010, ces services ont été organisés en interne afin de réaliser une intégration maximale des services. Entre-temps, tous les départements nécessaires pour le suivi et le financement du portefeuille ont été harmonisés et ils peuvent désormais être suivis de près. Le processus d'intégration a été davantage renforcé par une automatisation poussée du Back-Office et du département comptabilité, ce qui non seulement contribue à l'efficacité des tâches exécutées, mais facilite aussi le contrôle interne. Pour renforcer ce dernier, une fonction de contrôle interne a également été ajoutée.

2. Rapport

Dans le commentaire relatif aux chiffres de 2009, le Management de RPI avait prévenu que les marchés financiers demeureraient difficiles, imprévisibles et pleins de défis. Le Management de RPI était d'avis que 2010 serait une année cruciale.

Le lent rétablissement de l'économie mondiale suite à la crise financière la plus grave de mémoire d'homme et une amélioration des indicateurs macroéconomiques ne se traduisent pas encore immédiatement par (i) une amélioration du marché immobilier américain en général, et (ii) de meilleures prestations sur le marché des crédits hypothécaires individuels. Sachant que 70 % du portefeuille de RPI se compose d'actifs qui ont un lien direct ou indirect avec le secteur résidentiel américain, on peut affirmer que l'exercice 2010 était encore une année très difficile.

Résultats financiers

En dépit des circonstances encore difficiles sur les marchés, RPI a réussi à afficher des résultats satisfaisants pour 2010 : RPI affiche un résultat avant impôts de 319 millions EUR, ce qui correspond à un bénéfice net de 235 millions EUR.

Ces résultats ont été rendus possibles par 3 piliers importants : intérêts produits solides générés par le portefeuille, contributions élevées de l'asset- & liability management et un dollar plus fort.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sur le portefeuille s'élevaient à 160 millions EUR. Cela s'inscrit dans la ligne de l'évaluation initiale, en dépit du fait que le taux d'intérêt du dollar se trouvait largement sous la courbe « forward ». Les produits d'intérêts sont cependant limités en raison du taux d'intérêt extrêmement bas (le portefeuille donne un coupon brut d'environ 1 %). Ce résultat positif, aussi appelé « carry », s'explique par le fait qu'aujourd'hui, pratiquement tout le portefeuille atteint de bons résultats en matière de paiements de coupons et que l'intérêt est donc payé sur la valeur nominale complète, tandis que l'intérêt est seulement dû sur la dette en cours.

Il est cependant assez certain que cette situation ne sera plus tenable à l'avenir et qu'une partie considérable des actifs dans le portefeuille enregistreront à un certain moment à l'avenir des retards de paiement et en fin de compte « manqueront à leurs obligations », et le coupon ne sera donc plus payé.

Pour réduire autant que plus possible l'incertitude et la volatilité relatives à la courbe du taux d'intérêt, RPI a conclu un certain nombre de transactions financières. Ces transactions, réparties sur un certain nombre d'années, ont été conclues sur une partie du portefeuille non financé, les produits d'intérêts variables étant convertis en revenus à intérêts fixes. Ces transactions financières semblent avoir été conclues de façon extrêmement efficace à un moment avantageux et elles contribuent au résultat de 2010 à raison d'un montant net de 103 millions EUR.

Coût de financement

Le coût de financement total (incluant les paiements à l'État belge pour la garantie sur le programme de commercial paper) s'élevait à 80 millions EUR. L'effet d'un taux d'intérêt plus bas que prévu est moindre sur le passif que sur l'actif. C'est surtout dû à 2 raisons : (i) le poids relatif de la dette, exprimée en EUR, a augmenté, et il continuera d'augmenter, et dès lors, l'effet d'un taux Euribor plus haut est plus important que l'impact d'un Libor inférieur et (ii) dans le contexte actuel de taux d'intérêt faibles, l'effet de l'intérêt est marginal sur la dette « senior », où la prime de garantie représente plus de 60 % du coût de financement.

Résultat du taux de change

Le compte de résultats a aussi été influencé positivement par un résultat de taux de change de 82 millions EUR qui est la conséquence de (i) différences de taux de change non réalisées suite à une évolution favorable de l'EUR/USD en 2010 et qui ont trait à une position « long » en USD sur le bilan, due au fait qu'une grande partie des capitaux propres de la société, exprimés en EUR, a été utilisée pour acheter des actifs en USD au démarrage de la société, et de (ii) prises de bénéfices sur un certain nombre de contrats de change à terme, que la société avait conclus, en 2010, pour diminuer l'effet des fluctuations sur le taux de change EUR/USD sur le résultat.

Plus-value sur la vente d'actifs

La vente d'actifs, combinée à différentes actions de portefeuille, a donné lieu en 2010 à un bénéfice comptable net de 9 millions EUR.

Dépréciation particulière

Sur base de la valeur de récupération du portefeuille recalculée à la fin de l'année 2010, une dépréciation particulière de 100 millions EUR a été enregistrée et approuvée par le Conseil d'Administration, conformément aux règles d'appréciation de l'entreprise. Cette dépréciation se justifie par les mauvaises prestations continues du marché du logement américain (voir « Défis et Opportunités en 2011 ») et les incertitudes concernant les conséquences potentielles de ce qu'on a appelé le « Foreclosure-gate » sur la valeur de récupération future des obligations RMBS américaines.

Amortissement de gains différés en capital

Pour 2010, l'amortissement annuel de gains différés en capital a été évalué à 156 millions EUR. Tous les trimestres, la valeur de récupération (valeur nominale moins les pertes escomptées en principal) du portefeuille est évaluée par le « Valuation Agent » de RPI (Société Générale CIB). La différence positive entre la

valeur de récupération estimée et la valeur d'achat adaptée est amortie et reprise dans le compte de résultats sur la durée de vie moyenne escomptée du portefeuille qui est maintenue à 7 ans.

Il a été décidé de prélever tous les bénéfices et de les transférer à l'année comptable suivante (moyennant ajout des montants attribués par la loi à la réserve légale). Les capitaux propres de la société passent dès lors à 2,0 milliards EUR, soit 20 % du total bilan. À côté du capital-actions (et des primes d'émission) de 1,7 milliard EUR, les capitaux propres comprennent donc aussi le résultat de l'année comptable 2009 de 114 millions EUR, et le résultat de 235 millions EUR, réalisé pour l'année comptable 2010.

3. Défis et Opportunités en 2011

Bien qu'on s'attende à ce que l'économie mondiale poursuive son lent rétablissement, les perspectives pour les marchés importants pour les prestations des actifs en portefeuille chez RPI, demeurent toujours assez incertaines.

RPI s'attend à ce que les prix des logements sur le marché immobilier résidentiel américain continuent à baisser, à un rythme beaucoup plus lent que durant les deux dernières années, même si on peut déjà observer une quelconque forme de stabilisation dans certaines régions et certains marchés bien précis. Pour une stabilisation plus générale du prix des maisons, on a, entre autres, besoin d'un niveau plus abordable des maisons (« affordability ratio »), d'un marché de l'emploi plus robuste et d'un moindre stock de « propriétés à vendre ».

La société a commencé à entreprendre les démarches nécessaires en ce qui concerne l'enquête légale à propos de fraudes et d'infractions éventuelles concernant (i) la souscription de prêts hypothécaires, qui ont ensuite été « emballés » dans différentes transactions de titrisation américaines, comme les US RMBS et CDO (« Foreclosure-gate » et « Robo-signers ») et (ii) le non-respect des critères et conditions d'investissement par rapport au portefeuille sous-jacent, par le gestionnaire, dans un certain nombre de CDO. On s'attend à ce que ces procédures prennent beaucoup de temps, mais à ce que les coûts afférents soient économiquement acceptables et, au minimum, proportionnels à l'issue éventuelle qui peut seulement donner lieu à un résultat positif. Vu l'incertitude tant au niveau du timing que du montant des revenus supplémentaires potentiels, il n'en est provisoirement pas tenu compte dans les résultats.

RPI estime que les prix dans le secteur immobilier commercial demeureront en général stables, en raison des conditions de marché fondamentales sous-jacentes plus fortes du secteur. RPI remarque en même temps une recrudescence des possibilités de refinancement sur le marché immobilier commercial, ce qui peut à nouveau mener à soutenir les prix immobiliers.

On s'attend à ce qu'une embellie du marché de l'immobilier commercial ne contrebalance pas les circonstances de marché continuellement négatives dans le segment résidentiel américain. Avec ce défi en tête, RPI continuera à tout mettre en œuvre en 2011 pour limiter les différents risques afférents aux activités de l'entreprise et continuer à se distinguer en réalisant des analyses plus détaillées et approfondies, tant du passif que de l'actif, et à montrer sa bonne volonté à donner une vision à long terme.

Assez paradoxalement, le Management de RPI s'attend tout de même à ce que la reprise sur le marché global

des ABS se poursuive en 2011, malgré les conditions fondamentales moins positives du marché, surtout le marché du logement américain.

Le marché des ABS a été touché plus durement par la crise financière que beaucoup d'autres marchés et il s'est effectivement immobilisé au second semestre de 2007, en 2008 et pendant le premier semestre de 2009. Il y a eu, pendant le deuxième semestre 2009, une nouvelle demande timide pour le produit de la part des investisseurs, demande qui s'est renforcée en 2010. Cela a entraîné, même si c'est jusqu'à présent de façon hésitante, de nouvelles émissions et des marges considérablement inférieures.

Le Management de RPI reste relativement pessimiste quant à une nouvelle vague plus étendue de nouvelles transactions d'émissions, dans un avenir proche, certainement en ce qui concerne la titrisation particulière américaine des prêts hypothécaires. Pour cela, il faudrait d'abord que les prix des logements américains ne puissent plus baisser. Nous remarquons aussi en même temps que bon nombre d'investisseurs disposent d'un niveau plutôt élevé de liquidités en raison du fait que leurs investissements existants arrivent à échéance. Une combinaison entre d'une part, un manque surprenant de nouveau volume d'émission et d'autre part, la quantité d'argent disponible pour être investie, nous pousse à adopter une vision qui est généralement positive et robuste.

4. Bilan abrégé au 31/12/2010 (en milliers EUR)

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS (IN)CORPORELLES	431,89	CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION	1.700.000,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2,73	RÉSERVES ET BÉNÉFICE REPORTÉ	349.162,20
CRÉANCES À PLUS D'UN AN	9.992.489,15	DETTES À PLUS D'UN AN	2.558.741,75
CRÉANCES À UN AN AU PLUS	17.384,13	DETTES À UN AN AU PLUS	4.649.710,11
VALEURS DISPONIBLES	32.221,44	COMPTES DE RÉGULARISATION	850.321,76
COMPTES DE RÉGULARISATION	65.406,48		
TOTAL DE L'ACTIF	10.107.935,82	TOTAL DU PASSIF	10.107.935,82

